

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU REMPLOI

SOUS

LE RÉGIME DOTAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 6 mars 1913, à 3 heures

PAR

Marcel BEAU

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur

*Suffragants : { MM. AMBROISE COLIN, professeur.
BARTIN, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU REMPLOI

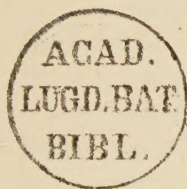
SOUS

LE RÉGIME DOTAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 6 mars 1913, à 3 heures



PAR

Marcel BEAU

Président : M. PIÉDELIEVRE, professeur

*Suffragants : { MM. AMBROISE COLIN, professeur.
BARTIN, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1913

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY ET RAU. — *Cours de Droit civil français*, 4^e édit., 1869-1878, 8 vol. in-8°.
- BAUDRY-LACANTINERIE. LE COURTOIS ET SURVILLE. — *Du contrat de mariage*, 3^e édit., 1906, 3 vol. in-8°.
- BELLOT DES MINIÈRES. — *Régime dotal et communauté d'acquêts*, 1843, 4 vol. in-8°.
- BENECH. — *De l'emploi et du remploi de la dot sous le régime dotal*, 2^e édit., 1847.
- BRETONNIER. — *Œuvres de Claude Henrys*, avec des observations sur les changements de la jurisprudence par Bretonnier, Paris, 1772, 4 vol. in-folio.
- DURANTON. — *Cours de Droit Français* suivant le Code civil, Paris, 1825-1842, 22 vol. in-8°.
- DUTRUC. — *Traité de la séparation de biens judiciaire*, Paris, 1853, 1 vol. in-8°.
- FENET. — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, Paris, 1827-1828, 15 vol. in-8°.
- GIDE (Paul). — *Etude sur la condition privée de la femme*, 2^e édit. revue par Esmein, Paris, 1885, 1 vol. in-8°.
- GINOULHIAC. — *Histoire du régime dotal et de la communauté en France*, Paris, 1842, 1 vol. in-8°.
- GIRARD. — *Manuel de Droit Romain*, 5^e édit., 1911.
- GLASSON. — *Histoire du Droit et des institutions de la France*, Paris, 1887, 8 vol. in-8°.
- GUILLOUARD. — *Traité du contrat de mariage*, 2^e édit., 1888-1889, 4 vol. in-8°.

- HENRYS. — *Œuvres de Claude Henrys*, avec des observations sur les changements de la jurisprudence par Bretonnier, Paris, 1772, 4 vol. in-folio.
- HUC. — *Commentaire du Code civil*, 15 vol., 1892 à 1903.
- HUC ET ORSIER. — *Code civil italien*, traduction et commentaire, 2 vol., 1868.
- JOUITOU. — *Etude sur le système du régime dotal*, 2 vol., 1882-1888.
- LABBÉ. — *Dissertation sur les effets de la ratification des actes d'un gérant d'affaires*, Paris, 1856, 1 brochure, in-8°.
- LAURENT. — *Principes du Droit civil français*, 33 vol. in-8°. Supplément en 8 vol., 1898-1903.
- MARCADÉ. — *Explication théorique et pratique du Code civil*, 8^e édit., Paris, 1885, 6 vol. in-8°.
- MARCEL. — *Le régime dotal et de la nécessité d'une réforme dans cette partie de notre législation*, Paris, 1842, 1 vol. in-8°.
- MASSÉ ET VERGÉ. — *Le Droit Français par Zachariæ*, traduit de l'allemand, sur la 5^e édition, annoté et rétabli suivant l'ordre du Code Napoléon, Paris, 1854-1860, 5 vol. in-8°.
- ODIER. — *Traité du contrat de mariage ou du régime des biens entre époux*, Paris, 1847, 3 vol. in-8°.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire de Droit civil*, 5^e édit., 1910.
- PRIN (Armand). — *De la responsabilité du notaire et de celle de l'agent de change en matière de remplois dotaux*, thèse, Paris, 1903.
- ROBERT (Charles). — *De l'emploi et du remploi sous le régime dotal spécialement considéré au point de vue de la responsabilité des tiers*, thèse, Paris, 1896.
- RODIÈRE ET PONT. — *Traité du contrat de mariage et des droits respectifs des époux*, 2^e édit., Paris, 1865-1869, 3 vol. in-8°.

ROUSSILHE. — *Traité de la dot*, 1785. Nouvelle édition par
Sacase, Paris et Toulouse, 1856, 1 vol. in-8°.

SÉRIZIAT. — *Traité du régime dotal*, Lyon, 1843, 1 vol.
in-8°.

TERRAT (Georges). — *Des clauses de remploi*, thèse, Paris,
1905.

TESSIER. — *Traité de la dot*, 1836, 2 vol. in-8°.

TROPLONG. — *Droit civil expliqué*, Paris, 1833-1835, 28 vol.
in-8°.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DU REMPLOI

SOUS

LE RÉGIME DOTAL

INTRODUCTION

Notions historiques

« Faire un remploi », c'est acquérir un bien avec des deniers provenant de l'aliénation d'un autre bien, en vue de donner au bien nouvellement acquis la place que le précédent occupait dans un patrimoine et de le soumettre aux mêmes conditions juridiques.

L'opération se trouve comporter deux parties : une aliénation et une acquisition ; et elle implique nécessairement pour être possible que le bien qui se trouve primitivement dans le patrimoine est aliénable.

Il pourrait sembler que le bien dotal à raison du caractère d'inaliénabilité qui le frappe ne puisse être l'objet d'un remploi. Néanmoins, comme on

peut faire fléchir parfois ce principe, il arrive que l'idée de remploi y trouve son application.

C'est ce que nous nous proposons d'étudier.

L'inaliénabilité des biens dotaux a été de bonne heure et est encore aujourd'hui un des caractères distinctifs du régime dotal.

Son origine remonte au temps d'Auguste. Avant cette époque, la dot existait à Rome, soit dans le mariage sans manus, soit même dans le mariage avec manus. Dans le mariage avec manus le mari acquérait tous les biens de la femme *sui juris*, comme l'adrogéant acquérait ceux de l'adrogé. A la femme *sui juris*, le *paterfamilias* qu'elle quittait donnait souvent une libéralité qui était acquise au mari comme tous les biens échus aux personnes qui se trouvaient sous sa puissance. Dans ces deux cas la fortune de la femme se confondait avec celle du mari. Dans le mariage sans manus, au contraire, si la femme était *sui juris*, elle restait propriétaire de tous ses biens; si elle était *alieni juris*, elle ne sortait pas de son ancienne famille, où elle conservait ses droits à venir sans disposer d'aucun bien actuellement. Aussi, pour subvenir aux charges du ménage et à l'entretien et à l'éducation des enfants, le mari recevait le plus souvent une dot qui lui était donnée, soit par sa femme elle-même, soit par le *paterfamilias*, soit par des tiers. La dot acquit ainsi une physionomie tran-

chée qu'elle n'avait pas dans le mariage avec manus (1). Là encore cependant la dot était définitivement acquise au mari ; il n'était, dans aucun cas, tenu de la restituer et, par conséquent, on ne lui imposait aucune restriction au pouvoir de l'aliéner.

Mais une réforme devint nécessaire : on abusa du divorce ; le mari gardait la dot et répudiait la femme qui, se trouvant dénuée de ressources, ne pouvait se remarier : « Il importe à la République, disaient les jurisconsultes romains, que les femmes aient des dots, et qu'elles les conservent, car c'est pour leur dot qu'on les épouse. Reipublicæ interest mulieres dotes salvas habere, propter quas nubere possunt (2) ». La règle de la restitution de la dot s'introduisit donc dans la pratique, et, pour l'assurer, Auguste y ajouta l'inaliénabilité.

Il l'établit par la loi *Julia de adulteriis*. D'après M. Girard (3) cette loi serait de l'an 738 de Rome.

Entre autres modifications importantes dans le régime du mariage, cette loi interdit au mari d'aliéner le fonds dotal (4). « Lege Julia de adulteriis cavetur, ne dotale prædium maritus invita uxore

1. Girard, p. 951 et s.

2. Paul, au *Digeste*, Livre 23, titre 3, *De J. D.* Loi 2.

3. Girard, p. 168, note 5.

4. Marcel, p. 12.

alienet (1). » Restitution et conservation furent les bases du nouveau système (2). Mais, comme le montre le texte de Paul, la loi Julia, tout en proclamant l'inaliénabilité, permettait au mari d'aliéner la dot avec le consentement de sa femme. « Le mari, dit Benech, pouvait aliéner le fonds dotal par voie d'échange, même contre des écus, *ex re in pecuniam*, toutes les fois que cet échange était avantageux à la femme (3). » De plus, seul était protégé l'immeuble dotal italique, *fundus dotalis*; quant aux meubles dotaux, le mari maître de la dot a toujours eu, en droit romain, le pouvoir de les aliéner. L'utilité des clauses de remploi ne s'était donc pas fait sentir jusque-là.

Justinien accentua de beaucoup la règle de l'inaliénabilité du fonds dotal; il l'étendit d'abord aux fonds provinciaux; puis il défendit au mari d'aliéner le fonds dotal, même avec le consentement de la femme. A cette époque l'inaliénabilité de la dot a changé de caractère : sous Auguste elle avait pour but de favoriser les mariages successifs; sous Justinien, la dot doit être protégée et conservée pour les enfants. « Elle n'est plus un privilège pour la femme, dit M. Paul Gide; imposée à la femme

1. Paul, *Sentences*, 2, 21 b, 2.

2. Ginoulhiac, p. 91.

3. Benech, n° 70.

comme au mari, elle est devenue un privilège pour les enfants (1). » La dot est inaliénable parce qu'elle doit rester intacte pour la famille.

Ainsi le droit romain paraît avoir toujours observé la règle de l'inaliénabilité dans toute sa rigueur, surtout au temps de Justinien ; et il ne semble pas que l'idée de remploi y ait apparu.

Dans l'ancien droit germanique, on ne trouve pas trace du régime dotal : la communauté existait seule. Ce n'est donc pas encore là qu'on peut trouver l'origine du remploi.

Mais un important ouvrage sur le droit romain, qui parut au XI^e siècle dans notre ancienne France, les *Exceptiones Petri legum germanorum* (2), contiennent sur la question de l'inaliénabilité une indication qu'il peut être intéressant de relever. Dans ce document qui peut paraître refléter le droit en vigueur à cette époque, on voit notamment que l'aliénation de la dot, si elle consiste en immeubles non estimés, est prohibée, même avec le consentement de la femme si elle ne la confirme deux ans après, et avec récompense en tous cas sur les biens du mari. Peut-être est-ce là une façon de procéder qui, si elle s'est trouvée introduite dans la pratique dès cette époque, contenait déjà une application du remploi.

1. Gide, p. 189.

2. Ginoulhiac, p. 124 ; Glasson, IV, p. 199-203.

Quoi qu'il en soit, c'est dans des coutumes françaises que nous voyons apparaître pour la première fois l'idée de remploi nettement exprimée.

La Coutume de Normandie connaissait l'inaliénabilité dotale : elle se rapprochait par là du droit romain, mais elle en différait en ce que la dot pouvait être aliénée moyennant remploi : « Le recours de la femme, dit M. Guillouard, n'est qu'un recours subsidiaire, pour le cas où la femme ne serait pas indemnisée sur les biens du mari ; et il ne tend qu'à obtenir le juste prix de l'immeuble, si mieux n'aime l'acquéreur le délaisser (1). »

Au moment de la discussion du Code civil, il y eut de vives controverses pour l'adoption d'un régime matrimonial qui, en l'absence de toute convention, réglerait les droits respectifs des époux. Quoique le régime dotal, venant du droit romain et conservé dans le Midi de la France ainsi qu'en Normandie, eût des défenseurs, on donna la préférence à la communauté qui était plus conforme aux habitudes des pays coutumiers dont Paris était en quelque sorte le centre. Parmi les objections qui firent repousser le régime dotal comme régime de droit commun, ce fut l'inaliénabilité que l'on mit en avant.

Il faut bien reconnaître que cette inaliénabilité des biens dotaux a de très graves inconvénients

1. Guillouard, I, n° 23. Cout. de Normandie, art. 339-40-41.

dont on s'était rendu compte, et qu'on avait cherché à atténuer bien avant le Code civil.

Du XII^e au XVI^e siècle, les canonistes permettaient d'aliéner le fonds dotal sous serment de la femme de renoncer à demander la nullité de l'aliénation consentie par elle (1).

Un peu plus tard, en 1285, la Coutume de Toulouse (article 109) rejetait l'inaliénabilité du fonds dotal et permettait au mari de l'aliéner avec le consentement de sa femme ; mais cette disposition ne s'étendait qu'à l'intérieur de la ville, et au XVII^e siècle les arrêts ne la suivaient plus (2).

Sous la Monarchie absolue, une déclaration de Louis XIV de 1664 abrogea la loi Julia dans des provinces de droit écrit ressortissant du Parlement de Paris : le Lyonnais, le Beaujolais, le Mâconnais, le Forez. Le jurisconsulte Bretonnier qui écrivait au début du XVIII^e siècle, a prétendu que cette déclaration avait pour motif un intérêt particulier : permettre au receveur général de Lyon, le sieur Perachon de Saint-Maurice, de trouver une plus grande sûreté dans les sous-fermes en faisant obliger les femmes des sous-fermiers (3).

1. Gide, p. 407.

2. Gide, p. 393-394.

3. *Œuvres de Claude Henrys*, avec des observations sur les changements de la jurisprudence, par Bretonnier, t. II, livre IV, chapitre III, question VIII, n^o 16, p. 194.

Le Premier Président de Lamoignon s'était longtemps opposé à l'enregistrement de cette déclaration. Elle avait cependant un autre motif : les régions où elle devait s'appliquer étaient très commerçantes et l'impossibilité d'aliéner le fonds dotal gênait les habitants pour l'exercice de leur commerce. Le texte même de la déclaration dit qu'il faut supprimer l'inaliénabilité « au moyen de quoi leur crédit serait bientôt absolument perdu, et tout le commerce par conséquent ruiné au grand préjudice de notre dite ville et détriment de tout notre état » (1). Quoi qu'il en soit, cette déclaration n'eut qu'une portée restreinte et ne s'appliqua que dans les provinces pour lesquelles elle avait été rendue.

Mais peu à peu les conditions économiques des fortunes évoluèrent ; les terres ne furent plus la seule richesse ; on plaça son argent dans le commerce. Aussi la circulation des biens augmenta-t-elle, et l'inaliénabilité du fonds dotal fut-elle un inconvénient de plus en plus grand.

Treilhard, à la séance du Conseil d'État du 13 vendémiaire an XII, dit « qu'il sera difficile de concilier l'inaliénabilité de la dot avec l'intérêt du commerce et l'abolition des substitutions. Pourquoi, de tous les biens qui existent, ceux qui sont

1. *Déclaration de Louis XIV* du mois d'avril 1664 rapportée par Henrys, *loc. cit.*, n° 13, p. 191.

dotaux sont-ils seuls soustraits à la circulation (1) » ?

Malgré ces raisons excellentes, la tradition et aussi le désir de protéger les fortunes contre la dissipation du mari amenèrent le Conseil d'État à adopter le principe de l'inaliénabilité de la dot dans l'article 167 (art. 1554 C. civ. actuel) : « Les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ni hypothéqués ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement sauf les exceptions qui suivent (2). » On conserva naturellement l'ancienne aliénabilité du fonds dotal pour payer les dettes pour lesquelles le mari est retenu en prison ; de plus, on y ajouta quelques autres cas limitativement déterminés dans lesquels le fonds dotal est aliénable avec l'autorisation soit du mari seul (art. 1556 C. civ.), soit de justice (art. 1558 C. civ.), soit « avec l'autorisation de son mari, ou, sur son refus, avec permission de justice » (art. 1555 C. civ.).

Berlier demanda en outre qu'il fût également permis de déroger au principe de l'inaliénabilité par une stipulation expresse. Cet amendement fut adopté et fit l'objet de l'article 170 du projet (art. 1557 C. civ. actuel) : « L'immeuble dotal peut être aliéné lorsque l'aliénation en a été permise par

1. Fenet, XIII, p. 575.

2. Fenet, XIII, p. 655-656.

le contrat de mariage. » D'après Troplong, « c'est une disposition très sage qui fait honneur à l'esprit de conciliation du Conseil d'État, bien qu'on eût certainement mieux fait, si on eût renversé la thèse, et déclaré la dot aliénable de droit, sauf à la rendre inaliénable par une clause du contrat de mariage » (1).

Même après la rédaction du Code civil on continua à lutter contre l'inaliénabilité dotale. M. Marcel, notaire à Louviers, pays où était usité le régime dotal, écrivait en 1842 : « Comment une société avancée pourrait-elle s'arranger de la fixité que le régime dotal imprime à la propriété ? Il faut avec le régime dotal que la terre qui est en friche reste en friche, quoiqu'une main plus industrielle s'offre pour la mettre en culture. Le terrain nu et improductif que la convenance est prête à payer peut-être trois ou quatre fois sa valeur, pour le couvrir de constructions, il faut qu'il reste nu et improductif. Ce cours d'eau est condamné à n'alimenter qu'un chétif moulin à blé, quand il pourrait, en faisant la fortune de sa propriétaire, donner la vie à de grands établissements qui enrichiraient le pays d'une industrie nouvelle. Dans son absolutisme, le régime dotal ne permet pas à une femme d'aban-

1. Troplong, IV, n° 3361.

donner pour n'importe quel prix, la mitoyenneté d'un mur ou une misérable servitude (1). »

Plus récemment encore, M. Paul Gide a exprimé la même opinion en disant que ce n'est pas « en entravant la liberté des échanges et du commerce qu'on peut assurer la conservation des grandes fortunes et des grandes familles » (2).

Il est à remarquer qu'une autre règle légale vient encore, par un contre-coup imprévu, aggraver la situation née du régime dotal : c'est l'hypothèque légale qui frappe les biens du mari ; et, à raison de l'inaliénabilité, on n'a pu admettre que la femme dotale puisse y renoncer (3).

Néanmoins, grâce à l'article 1557, la possibilité d'insérer dans le contrat de mariage une clause permettant l'aliénation du fonds dotal rendit à la circulation un grand nombre de biens. Mais cette clause, fréquemment employée, est en général affectée d'une condition qui permet, tout en supprimant les inconvénients de l'inaliénabilité, d'en retrouver les principaux avantages.

Quand la permission d'aliéner est accordée sans restriction, si le mari en use, on peut en effet craindre qu'il ne dissipe la dot, dont la restitution ne

1. Marcel, p. 97.

2. Gide, p. 492.

3. Planiol, III, n° 1475.

sera plus garantie que par l'hypothèque légale. C'est pourquoi, le plus souvent, on stipule dans le contrat de mariage que la dot sera aliénable sous condition de remploi. Cette clause restrictive de la liberté d'aliéner est utile surtout lorsque le mari n'a pas d'immeubles ou n'a que des biens insuffisants pour assurer la restitution de la dot.

Le remploi sous le régime dotal est donc une acquisition qui doit servir à procurer à la femme, avec le prix provenant de l'aliénation d'un bien dotal, la propriété d'un autre bien qui soit dotal comme l'était celui dont l'aliénation a produit les fonds qui ont servi à son acquisition (1).

Une similitude de noms fait souvent employer les mots « remploi » et « emploi » l'un pour l'autre ; c'est un abus de langage. L'emploi, en effet, s'opère avec des deniers appartenant à la femme quelle que soit leur origine, tandis que le remploi ne se fait qu'avec le prix d'un bien dotal aliéné. Comme l'a dit Benech : « Tout remploi constitue un emploi, tandis que la proposition inverse n'est pas exacte (2). »

Le remploi n'est pas spécial au régime dotal. Il trouve aussi son application sous la communauté et c'est dans le chapitre consacré à ce régime (3),

1. Dalloz, *Nouv. Code civ. annoté*, art. 1557, n° 151.

2. Benech, p. 169.

3. Livre III, Titre V, Chapitre II du Code civil.

que nous rencontrons certaines règles relatives au remploi formulées par les articles 1434 et 1435.

Le Code n'ayant pas édicté, dans le chapitre du régime dotal, de règles spéciales pour le remploi, on peut considérer qu'il renvoie tacitement aux articles 1434 et 1435.

Sous le régime dotal, les règles du remploi seront donc en principe les mêmes que sous la communauté, mais, comme elles devront s'adapter aux caractères particuliers de ce régime, elles en différeront sur certains points que nous exposerons au cours de cette étude.

Nous n'avons pas eu jusqu'ici à parler des meubles dotaux. Le droit romain et les Parlements du Midi ont, en effet, toujours donné au mari le droit d'aliéner librement le mobilier dotal. Le Code n'ayant pas mentionné spécialement les « meubles », on ne savait quelles règles appliquer à la dot mobilière. Cependant, d'après la jurisprudence, il est admis que le mari, administrateur de la dot, peut, sans le concours de sa femme, aliéner valablement les meubles même incorporels (1). Avec l'importance qu'ont acquise actuellement les valeurs mobilières, c'était détruire ainsi les garanties du régime dotal. Aussi peut-on stipuler dans le contrat de mariage que les valeurs

1. Planiol, III, n^{os} 1509 et 1510.

dotaux mobilières ne seront aliénables qu'à charge de remploi, en spécifiant que les tiers seront responsables s'il n'est pas effectué.

Le remploi des meubles et le remploi des immeubles n'ont donc pas le même caractère. Tout en rapprochant la dot mobilière et la dot immobilière, cette clause ne modifie pas de la même façon le droit commun à l'égard de ces deux sortes de biens. Pour le fonds dotal, c'est une atténuation au principe de l'inaliénabilité. L'aliénation amiable qui était interdite devient la règle, pourvu que la condition suspensive de sa validité soit réalisée. Le remploi de la dot mobilière, au contraire, restreint le pouvoir d'aliéner que la jurisprudence reconnaissait au mari. Cette clause de remploi est très usitée dans la pratique. Appliquée par un contrat de mariage aux biens mobiliers comme aux biens immobiliers de l'épouse, elle rapproche la condition juridique de ces biens, en aggravant pour les premiers et en atténuant pour les seconds l'inaliénabilité. Il est ainsi possible que la même valeur dotale devienne alternativement mobilière et immobilière par suite d'une succession d'aliénations et de remplois (1).

1. Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, III, n° 1835.

Sous la réserve de ces observations, les explications que nous donnerons s'appliqueront aussi bien au emploi des meubles qu'au emploi des immeubles, sauf à signaler au fur et à mesure les particularités relatives au emploi des meubles.

CHAPITRE PREMIER

Cas où il y a lieu à emploi

Nous avons vu qu'il était possible, en admettant dans le contrat de mariage la faculté d'aliéner un bien dotal, de soumettre cette aliénation à la condition d'un emploi : on dit alors que le emploi est conventionnel. Mais il peut aussi se faire qu'il y ait lieu à emploi sans que l'aliénabilité ait été permise dans le contrat ; le emploi peut être en effet ordonné par la loi ou par une décision judiciaire.

Nous avons donc à examiner successivement le emploi conventionnel et le emploi légal et judiciaire.

SECTION I

Emploi conventionnel

Le emploi conventionnel est de beaucoup le plus important. La clause de emploi permet, tout

en autorisant l'aliénation de la dot, d'assurer sa conservation.

Sous le régime dotal, le remploi conventionnel est soumis à des règles strictes. La condition de remploi n'étant ni de l'essence ni de la nature du régime dotal, elle n'existe pas de plein droit, et le mari qui a reçu le pouvoir d'aliéner ne peut y être assujetti que par une stipulation expresse du contrat de mariage (1). Mais de même qu'il ne peut pas y être assujetti sans clause, le mari ne peut pas acquérir un bien en remploi si cela n'est pas stipulé dans le contrat. Sous le régime de la communauté le mari peut toujours acheter des immeubles pour servir de remploi : c'est une affaire entre les deux époux, et ces biens deviennent propres à la femme sans conséquence pour les tiers. Sous le régime dotal au contraire, les biens acquis en remploi deviennent dotaux et assujettis aux mêmes conditions que ceux qu'ils remplacent : ils sont notamment aliénables de nouveau à charge de remploi sous la responsabilité des tiers. Cette clause intéresse donc les tiers, et il est nécessaire qu'elle soit exprimée dans le contrat de mariage, car on ne peut rendre à volonté des biens inaliénables.

Naturellement, l'autorisation d'aliéner l'immeuble dotal ne pouvant être donnée au mari que par

1. Benech, n° 73.

le contrat de mariage, ainsi que le décide l'article 1557 du Code civil, il en est de même de l'obligation de faire le emploi. Donc à défaut de clause expresse de emploi, un acquéreur ne peut pas refuser de payer le prix des biens dotaux qu'il a acquis en réclamant une preuve du emploi. Mais, par contre, les biens achetés par le mari ne peuvent devenir dotaux, ainsi que le déclare l'article 1553 du Code civil : « Ils constituent, dit Benech, des biens propres au mari, s'il a acheté en son nom ; et pour la femme, des biens paraphernaux, si le mari a acheté au nom de celle-ci, ou si elle a cru devoir ratifier ces acquisitions (1). »

Les époux ne pourraient même pas, par une convention expresse, imprimer à cet immeuble le caractère de emploi : « Il n'y a de dotal, dit Troplong, que ce qui a reçu ce cachet par contrat de mariage (2). » Mais on a prétendu que la règle écrite dans l'article 1553 devait fléchir en présence d'une constitution dotale de biens présents et à venir (3) : puisqu'il ne saurait y avoir de biens extradotaux, l'immeuble acquis par le mari serait forcément dotal. L'article 1553, dit M. Dutruc, n'a

1. Benech, n° 81.

2. Troplong, IV, n° 3181.

3. Dutruc, *Traité de la séparation de biens judiciaire*, n° 454, note 5.

eu en vue que le cas où la femme s'est fait une constitution particulière de dot : alors seulement on peut redouter une transformation contraire au principe de l'immutabilité du pacte matrimonial (1). Mais à notre avis, même dans l'hypothèse d'une constitution générale de dot, le bien acquis des deniers dotaux n'est pas dotal (2). Dans ce sens, nous lisons dans une note du Dalloz, écrite par M. Brésillion : l'immeuble acheté des deniers dotaux n'est pas dotal, quand il n'y a pas de clause d'emploi dans le pacte matrimonial, ni comme bien acquis à titre d'emploi, puisque le contrat de mariage n'autorise pas ce mode d'acquisition, ni comme bien à venir ou échu, puisque l'achat en a été fait avec des deniers appartenant déjà à la femme lors de l'acquisition (3). C'est également cette opinion qui est suivie dans un arrêt de la Cour de Paris du 31 janvier 1895 (4).

Cette jurisprudence constante nous paraît démontrer suffisamment que pour être obligatoire et produire les effets que la loi y attache, le remploi

1. *En ce sens* : Odier, III, n° 1192 ; Bellot des Minières, II, n° 782. — Dissertation de Rodière, *Recueil de Sirey*, S. 70.1.185, note 1-3.

2. *En ce sens* : Aubry et Rau, V, § 534, p. 539 texte et note 30 ; Guillouard, IV, n° 1741.

3. Dissertation de M. Brésillion, D. 69.2.1, note 1-6, § 1.

4. Paris, 31 janvier 1895, D. 98.2.83 et note 1.

doit être prévu et ordonné par une clause du contrat de mariage.

Mais si une clause expresse est nécessaire, on n'est pas obligé d'employer des termes sacramentels (1). Aussi, comme cela arrive fréquemment dans la pratique, lorsqu'il y a doute sur la portée de la clause, comment doit-on l'interpréter ?

Troplong estime que la condition de remploi conduisant à des conséquences sévères, on ne doit l'admettre que lorsqu'elle résulte clairement du contrat de mariage (2). C'est aussi l'opinion de M. Guillouard : cette clause entravant la circulation des biens ne doit présenter aucune ambiguïté, sinon elle pourrait tromper les tiers, et dans ce cas elle ne devrait pas leur être opposable (3). De même Rodière et Pont trouvent qu'il serait peu équitable que des tiers pussent être victimes de clauses ambiguës (4).

Lorsqu'on admet la possibilité d'aliéner un bien en général inaliénable, il est indispensable, si ce droit est soumis à une condition, que cette condition soit clairement exprimée.

S'il y a doute, l'aliénation pourra donc se faire

1. Dalloz, *Nouv. Code civ. annoté*, art. 1557, n° 185.

2. Troplong, IV, n° 3412.

3. Guillouard, IV, n° 1956.

4. Rodière et Pont, III, n° 1839.

librement, et il ne faudra voir dans cette clause qu'une obligation imposée au mari comme garantie et non une véritable clause de remploi ayant effet vis-à-vis des tiers (1).

C'est en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence dans l'interprétation des clauses douteuses (2).

L'obligation de remploi peut aussi être imposée comme condition de sa libéralité par un tiers donateur ou testateur qui fait un don ou un legs à la femme dotale. Mais ce droit est limité par la disposition de l'article 1543 du Code civil : « La dot ne peut être constituée ni même augmentée pendant le mariage .» La clause de remploi ne sera donc valable que si elle n'aggrave pas la condition juridique de ce bien à venir telle qu'elle est réglée par le contrat de mariage. Le disposant, disent MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, ne pourra pas déclarer absolument inaliénable le bien par lui donné, si le contrat de mariage permet l'aliénation des biens à venir à charge de rem-

1. Benech, n° 73 ; Troplong, *loc. cit.* ; Rodière et Pont, *loc. cit.* ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 577 ; Guillouard, *loc. cit.* ; Huc, IX, n° 463 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1751.

2. Bordeaux, 7 décembre 1841, Dalloz, *Répertoire*, v° *Contrat de Mariage*, n° 3961-2° ; Nîmes, 26 mai 1851, D. 52.2.187.

ploi. De même il ne pourrait pas soumettre à la condition de remploi l'aliénation que le contrat de mariage aurait permise purement et simplement. Le législateur en défendant d'augmenter la dot pendant le mariage semble par cela même avoir prohibé l'aggravation de la dotalité (1). Nous admettons entièrement cette manière de voir.

Sur le point de savoir si un tiers donateur ou testateur peut, dans sa donation ou son legs, insérer une clause atténuant la dotalité, que faut-il décider ?

Bien que Jouitou soutienne que la condition imposée par un donateur ou un testateur à la libéralité qu'il a faite à la femme, et qui tendrait à la relever de l'obligation de remploi stipulée au contrat de mariage serait nulle et devrait être réputée non écrite, comme celle dont nous venons de parler (2), nous préférons l'opinion suivant laquelle la condition tendant à atténuer la rigueur de la dotalité stipulée dans le contrat de mariage serait valable. L'article 1543 défend simplement, en effet, *d'augmenter* la dot pendant le mariage, et quant à l'article 1395 du Code civil sur l'immutabilité des conventions matrimoniales, il ne lie pas les

1. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1752.

2. Jouitou, n° 306.

tiers donateurs (1). C'est du reste en ce sens que s'est prononcé un arrêt de la Cour de Rouen. Il a décidé que, malgré la stipulation contenue dans le contrat de mariage d'une femme dotale que ses immeubles ne seront aliénables qu'à charge de remploi, la femme n'est pas tenue de faire remploi à l'égard des biens qui lui ont été légués pendant le mariage, lorsque le testateur l'en a expressément dispensée : en un tel cas, c'est le testament et non le contrat de mariage qui doit faire règle (2).

Ce que nous venons de dire trouve son application lorsque la femme n'est pas héritière à réserve du disposant. Sinon on serait obligé de conserver, en ce qui concerne la réserve, la condition juridique des biens à venir telle qu'elle est réglée par le contrat de mariage. Cependant même dans le cas où la femme serait son héritière réservataire, le donateur ou testateur pourrait dans sa donation ou son legs régler, d'après les principes que nous avons exposés plus haut, la condition des biens qu'il donne ou lègue, en limitant ces dispositions à la quotité disponible.

1. Baudry-Lacantinerie, *Le Coutois et Surville*, *loc. cit*

2. Rouen, 7 février 1844, S. 45.2.78.

Enfin le remploi pourrait être imposé au mari comme limitation à son pouvoir d'aliéner la dot mobilière. Mais pour que cette clause soit opposable aux tiers, elle doit non seulement stipuler le remploi comme pour les immeubles, mais encore indiquer expressément que la responsabilité des tiers sera engagée si ce remploi n'est pas valablement effectué (1).

Lorsque le contrat de mariage stipule que la dot ne sera aliénable qu'à charge de remploi, si un tiers a par sa faute causé la perte de la dot, l'indemnité qu'il paie à la femme pour réparer le dommage subi par elle devient dotale et donne lieu à remploi (2).

Mais dans le cas où l'immeuble dotal viendrait à brûler, il n'en serait pas de même : l'indemnité payée à la femme par une compagnie d'assurances n'est pas dotale et ne donne pas lieu à remploi. C'est une créance qui a sa source dans un contrat indépendant de la dot et du contrat de mariage, et s'il en est fait emploi au profit de la femme,

1. Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, III, n° 1837.

2. Planiol, III, n° 1495-5°. — *En ce sens* : Agen, 6 janvier 1890 et Cass. 5 janvier 1891, D. 90.1.486, et S. 90.2.89 et 91.

le bien acquis n'a pas le caractère dotal (1).

Il serait souhaitable cependant qu'un texte de loi autorisât ce emploi. La loi du 19 février 1889 a déjà permis aux créanciers d'exercer leur droit de préférence sur l'indemnité d'assurance considérée comme subrogée à la chose détruite. La jurisprudence n'est du reste pas très éloignée de reconnaître la validité de ce emploi, puisqu'elle admet, ainsi que nous venons de le voir, que l'indemnité payée en réparation d'un délit représente la dot et est dotale.

SECTION II

Remploi légal et judiciaire

§ I. — REMPLOI LÉGAL

Le remploi légal intervient dans tous les cas où l'aliénation de l'immeuble dotal est permise par la loi. Dans ces cas, en effet, si le contrat de mariage n'a pas prévu l'aliénabilité et n'a pas imposé de condition de remploi, la dot pourrait ne pas être suffisamment protégée. L'article 1558 du Code ci-

1. Planiol, III, n° 1496, *in fine* ; Guillouard, IV, n° 1879 ; Jouitou, n° 76. — *En ce sens* : Nîmes, 20 juin 1860 ; Pau, 31 mai 1893, D. 95.2.10.

vil, énumérant les cas où l'immeuble dotal peut être aliéné « avec permission de justice, et aux enchères, après trois affiches », ajoute que « l'excédent du prix de la vente au-dessus des besoins reconnus restera dotal, et il en sera fait emploi comme tel au profit de la femme ». On suppose que le prix de l'aliénation de l'immeuble a été plus que suffisant pour tirer le mari de prison, fournir des aliments ou pour tout autre cas. Si les époux étaient libres de disposer de cet excédent de prix, rien ne leur serait plus facile que de le dissiper, ce qui serait tout à fait contraire à l'esprit du contrat de mariage qui laissait subsister l'inaliénabilité. Aussi la loi a-t-elle décidé qu'ici le remploi serait obligatoire « Le remploi, dit Troplong, résulte de la nécessité qui a forcé à vendre, mais qui a voulu en même temps que cette vente faite *ex causa necessaria* ne s'écarte que le moins possible des conditions du contrat de mariage. » (1) La loi supplée donc au silence des parties et pourvoit à la conservation de cette partie de la dot, comme les époux l'auraient sans doute fait eux-mêmes s'ils avaient pu songer qu'ils seraient obligés de l'aliéner.

Au cas de licitation, Troplong distingue. Si la condition de remploi existe dans le contrat de mariage, il faut considérer la licitation entre co héri-

1. Troplong, IV, n° 3483.

tiers comme une vente, bien que forcée ; par conséquent le prix versé devra être remployé : que l'aliénation soit volontaire ou non, on doit pour la sûreté de la femme remplacer l'immeuble disparu.

Mais que décider si le contrat de mariage est muet sur ce point ?

L'article 1558 parle de l'aliénation aux enchères avec permission de justice ; dans ce cas il y aura donc lieu de remployer.

Si au contraire il y a partage amiable avec soulte, il n'en est plus de même. Un arrêt de la Cour de Caen a fait la distinction suivante rapportée par Troplong : « Si la soulte a été payée avec les effets mobiliers de la succession, si cette soulte provient des facultés du défunt, alors la femme est censée y avoir succédé immédiatement. On ne peut pas dire que la soulte représente, dans ses mains, les portions d'immeubles qui ont mis un excédent dans les lots des autres cohéritiers. La femme est censée n'avoir jamais succédé à ces portions : ses cohéritiers les tiennent immédiatement du défunt, de même qu'elle tient immédiatement du défunt les valeurs mobilières dont il s'agit. Donc, il n'y a pas lieu au remploi de ces valeurs ; elles ne représentent pas des immeubles dont la femme a été propriétaire, et dont elle aurait été dépouillée. Mais, si la soulte est payée avec des valeurs étrangères à la succession, comme la femme ne tient pas ces

valeurs du défunt, il faut dire que ce qu'elle a reçu de ce dernier, ce sont les valeurs immobilières en place desquelles elle prend de l'argent : l'argent remplit donc l'office de l'immeuble ; il en doit être fait emploi (1). »

Benech repousse cette distinction : il estime qu'on ne doit pas argumenter de la fiction de l'article 883 du Code civil (2) pour décider que, le partage n'étant que déclaratif de propriété, la femme est censée n'avoir jamais eu de dot immobilière et que par suite aucun emploi n'est dû. « Ce serait, dit-il, abuser d'une fiction qui a été admise pour d'autres motifs et qui ne peut servir à détruire le principe de l'inaliénabilité dotale (3). »

Dans le cas où un immeuble a été échangé contre un autre de moindre valeur, il y a lieu, dit l'article 1559, de remployer l'excédent du prix. Ce point ne présente pas de difficultés.

1. Caen, 9 mars 1839, Devilleneuve, 39.2.351 et 352. — Troplong, IV, n° 3486.

2. Art. 883 du Code civil : « Chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot, ou à lui échus sur licitation, et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la succession. »

3. Benech, n° 122.

§ II. — REMPLOI JUDICIAIRE

Il y a des cas enfin où la loi, sans ordonner elle-même le remploi, donne au juge le pouvoir de l'ordonner. Lorsque l'immeuble dotal est exproprié pour cause d'utilité publique, « le tribunal ordonne les mesures de conservation et de remploi qu'il juge nécessaires. Ces dispositions sont applicables aux immeubles dotaux et aux majorats ». Tels sont les termes de la loi du 3 mai 1841 (art. 13). D'après une opinion, l'indemnité doit être réglée par le tribunal, qui en même temps doit prendre les mesures conservatoires (1). Benech, au contraire, distingue : ou bien les époux ont obtenu de traiter amiablement de l'aliénation du bien dotal et alors ils doivent se conformer aux mesures de conservation ou de remploi prescrites par le tribunal ; ou ils laissent l'expropriation suivre son cours, et alors le remploi en immeubles est de droit (2).

A ce propos, il nous paraît intéressant de noter combien on s'efforce de conserver l'intégralité de la dot, lorsque le remploi n'a pas été prévu par les parties.

1. Rodière et Pont, III, n° 1835.

2. Benech, n° 123.

Lorsqu'un bien dotal est aliéné par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'acte constatant l'acquisition en remploi faite par l'exproprié doit être visé pour timbre et enregistré gratis, comme étant une conséquence de l'expropriation : il profite de l'affranchissement des droits d'enregistrement prononcé par l'article 58 de la loi du 3 mai 1841 pour tous les actes faits en exécution de cette loi (1). Mais, pour jouir de cette gratuité, il est indispensable que l'acte de remploi indique l'origine des deniers : une simple réserve de l'indiquer plus tard ne suffirait pas, et si, au moment du paiement, on déclarait dans la quittance que les deniers proviennent de l'indemnité d'expropriation, les droits perçus sur l'acte d'acquisition ne seraient pas restitués (2).

1. Cass., 10 décembre 1845, S. 46.1.161.

2. Cass., 14 juin 1864, S. 64.1.296.

CHAPITRE II

Conditions de validité du remploi

Pour qu'il y ait remploi, trois conditions sont nécessaires : une aliénation, une acquisition et une connexité entre les deux actes consistant en ce que l'acquisition soit faite avec les deniers provenant de l'aliénation.

La première condition résulte de l'hypothèse même dans laquelle on se propose de faire un remploi : on ne peut remployer le prix d'un bien s'il n'est pas vendu, ou si tout au moins on n'a pas l'intention de l'aliéner.

Il faut, en second lieu qu'il y ait une acquisition. Celle-ci doit comprendre tous les deniers provenant de l'aliénation, déduction faite des frais. L'essentiel est qu'il ne reste aucune somme disponible entre les mains des époux. De plus, cette acquisition doit n'avoir rien de fictif; elle doit donner le caractère dotal à un bien ayant une existence réelle. C'est, du reste, un point sur lequel nous

aurons l'occasion de revenir en examinant quels biens peuvent être acquis en remploi.

Il ne suffit pas, pour qu'il y ait remploi, d'une aliénation suivie d'une acquisition; il faut en outre qu'il existe un lien entre ces deux opérations : il consiste en ce que l'acquisition n'est pas payée de deniers quelconques, mais doit l'être en réalité avec les deniers provenant de l'aliénation du bien dotal. C'est ce qui arrivera le plus souvent quand l'acquéreur du bien dotal versera directement le prix d'achat entre les mains du vendeur du bien acquis à titre de remploi.

Mais si l'acheteur a payé son acquisition et a remis les fonds au mari sans exiger l'emploi immédiat, le mari peut consommer cet argent et le remplacer par d'autre. En pareil cas, le remploi sera cependant valable : *Tantumdem, idem est* (1). Ainsi il a été jugé que le mari débiteur envers sa femme des sommes dotales à remployer et créancier personnel du vendeur de l'immeuble acquis en remploi, a pu payer le prix en libérant ce dernier à due concurrence du montant de sa dette, moyennant cession faite à son profit de la créance que le dit vendeur avait contre sa femme, que le

1. Duranton, XV, n° 428; Benech, n° 38; Rodière et Pont, III, n° 1792; Aubry et Rau, V, § 534, texte et note 32, p. 540; Guillouard, IV, n° 1751.

mari se trouvant ainsi à la fois débiteur envers cette dernière des deniers dotaux et créancier du montant de la vente, les deux dettes se sont éteintes par compensation et qu'en réalité on doit considérer que les sommes dotales ont servi au paiement du prix (1).

Cette permission de substituer des deniers les uns aux autres servira d'ailleurs à expliquer le remploi par anticipation, sur lequel nous aurons à revenir dans un prochain chapitre.

Ces conditions nécessaires pour qu'il y ait vraiment remploi déterminent ses conditions de forme, qui auront précisément pour objet de manifester l'existence des conditions de fond : les unes et les autres se tiennent intimement.

Nous devons donc examiner d'abord les conditions de forme à observer dans l'acte d'aliénation. Puis nous verrons de quelle manière le remploi sera accepté par la femme, et enfin qui a qualité pour le faire ou l'exiger.

1. Toulouse, 9 mai 1888, *Gaz. Trib. Midi* du 14 juillet 1888.

SECTION I

Conditions nécessaires dans l'acte d'acquisition

On peut poser en règle que les conditions pour la validité du remploi de la dot seront les mêmes que celles du remploi des propres sous la communauté. Il y a donc lieu d'appliquer les articles 1434 et 1435 du Code civil, qui seuls s'occupent des conditions du remploi. M. Laurent soutient, il est vrai, que les obligations imposées par ces articles pour le régime de communauté ne doivent pas être étendues au régime dotal. C'est, d'après lui, une lacune que l'interprète ne peut combler (1). Mais la majorité des auteurs pense que ces règles ont leur raison d'être aussi bien sous le régime dotal que sous celui de la communauté (2). M. Guillouard, notamment, dit que le principe posé par l'article 1435 n'est que « l'application d'une règle de droit commun : nul ne peut devenir propriétaire sans en exprimer la volonté d'une manière claire, ne laissant aucun doute pour les tiers ».

Lorsqu'il est fait remploi d'un bien dotal, une

1. Laurent, XXIII, n° 519.

2. Guillouard, IV, n° 1965. — *En ce sens* : Benech, n° 32 et s. ; Troplong, IV, n° 3197 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 581.

double déclaration est donc nécessaire par application de l'article 1434.

L'acte doit d'abord contenir la déclaration que l'acquisition est faite à titre de remploi des biens dotaux. Cette déclaration doit nécessairement être faite *in continenti*, dans l'acte même d'acquisition. « Il est essentiel, dit Roussilhe, que la déclaration du mari qu'il fait l'acquisition en conséquence de l'emploi qu'il doit faire de la dot soit contenue dans le contrat d'acquisition. Si elle était portée par un acte séparé, elle n'aurait pas le même effet (1). » Ainsi, il n'y a pas remploi lorsque le prix des biens dotaux a été employé à payer en partie un immeuble acquis par le mari en son nom personnel antérieurement à la vente du bien dotal, et cela bien qu'il ait été stipulé dans l'acte de vente du bien dotal que, moyennant ce versement par l'acquéreur, la femme aurait son remploi sur l'immeuble acquis par le mari (2).

Mais le mari pourrait, ensuite et par acte séparé, céder à la femme à titre de remploi un immeuble qu'il aurait acquis et payé, ainsi que le prévoit et l'y autorise l'article 1595 du Code civil. Nous reviendrons d'ailleurs sur cette question.

Cette déclaration serait utile même si le contrat

1. Roussilhe, I, n° 185.

2. Bordeaux, 12 janvier 1838.

de mariage portait que les premières acquisitions faites par le mari serviraient au remploi de la dot : on ne peut en effet exiger des tiers qu'ils vérifient si cette acquisition est bien la première ou non depuis le mariage (1).

Il ne suffit pas de déclarer que l'acquisition est faite à titre de remploi, il faut en outre déclarer dans le contrat que l'acquisition est faite de deniers provenant de l'aliénation d'un bien dotal. C'est la seconde déclaration à faire que prévoit l'article 1434 (2).

Quant à la forme de l'acte d'acquisition, elle importe peu. L'acquisition peut s'opérer par un acte authentique ou sous seings privés, à la suite d'une aliénation volontaire ou d'une vente sur expropriation.

Il y aura lieu d'excepter seulement le cas où le contrat ou bien un jugement auraient exigé la forme notariée comme garantie, et aussi le cas où il arriverait que le remploi soit fait en prêt hypothécaire, acte forcément authentique.

Il faut noter aussi que l'article 558 du Code de Commerce demande que les femmes de commerçants mariées sous le régime dotal fassent constater par acte authentique les emplois ou rem-

1. Benech, n° 35.

2. Benech, n° 32 ; Troplong, IV, n° 3197.

plois de successions ou donations à elles échues, si elles veulent exercer leurs reprises au cas de faillite du mari (1).

SECTION II

De l'acceptation de la femme

Nous avons examiné jusqu'ici les deux conditions exigées pour le remploi, qui résultent de l'article 1434, mais une troisième condition est nécessaire, l'acceptation de la femme, qui est prévue par l'article 1435, et que nous ne faisons aucune difficulté à appliquer au régime dotal.

D'une façon régulière, c'est le mari qui fait le remploi ; étant administrateur des biens dotaux, c'est à lui qu'il appartient de fournir un bien en remploi à sa femme. Il en est ainsi sans aucun doute quand le contrat de mariage est muet. Mais ce remploi proposé par le mari doit être accepté par la femme conformément à l'article 1435.

C'est l'opinion la plus généralement admise ; elle considère que les articles 1434 et 1435 forment en quelque sorte une règle de droit commun applicable par conséquent aussi au régime dotal. Les auteurs qui l'admettent décident donc qu'en

1. Prin, p. 6.

l'absence de toute disposition contraire du contrat de mariage, la validité du emploi est subordonnée à l'acceptation de la femme. Ces auteurs estiment qu'une acceptation tacite ne suffirait pas, et qu'il faut une acceptation formelle de la part de la femme (1). Cette acceptation, disent MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville « n'est pas moins utile à l'égard des biens dotaux que vis-à-vis des biens propres, sous la communauté. L'épouse ne peut pas devenir propriétaire malgré elle, et le mari ne saurait imposer à la femme un emploi qui ne lui agréé point ».

C'est dans ce sens que s'est prononcé un arrêt de la Cour de Bordeaux du 7 avril 1897, dont voici quelques attendus : « Attendu, d'une part, que l'article 1435 du Code civil, applicable au régime dotal, détermine les formes du emploi immobilier, et que, dans l'esprit de ce texte, le emploi n'est complet ou plutôt accompli que par l'acceptation expresse de la femme à laquelle il doit profiter. » Et comme la femme avait, dans l'espèce, donné une procuration qui ne précisait « les biens à acquérir, ni quant à leur nature, ni quant à leur

1. Benech, n^{os} 32, 41, 92 ; Troplong, IV, n^{os} 3197, 3429 ; Aubry et Rau, V, § 537, texte et note 88, p. 581 ; Guillouard, IV, n^o 1965 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n^o 1776 ; Planiol, III, n^o 1550.

situation et à leur consistance, ni quant à leur valeur », la Cour décida que ce mandat conféré par avance en termes trop vagues et généraux était inconciliable avec la nature même de l'opération de remploi, et que le remploi devait être déclaré nul dans la forme et au fond si l'acceptation de la femme ne s'était exprimée que par une semblable procuration (1).

La majorité des auteurs et la jurisprudence décident donc que l'acceptation de la femme est obligatoire. L'opinion contraire n'est soutenue que par les auteurs qui refusent d'étendre au régime dotal les articles 1434 et 1435.

En même temps qu'ils appliquent au régime dotal la nécessité de l'acceptation du remploi par la femme, la majorité des auteurs et la jurisprudence exigent aussi, conformément au même article 1435, que cette acceptation soit formelle. C'est ce que nous admettons également, rejetant l'opinion d'après laquelle l'article 1435, n'ayant aucune application nécessaire au régime dotal, une acceptation tacite se trouverait suffisante (2).

Devra-t-on considérer comme une acceptation formelle la présence de la femme à l'acte contenant la déclaration de remploi à son profit ?

1. Bordeaux, 7 avril 1897, D. 97.2.510.

2. Laurent, XXIII, n° 519 ; Jouitou, n° 301.

Nous avons reconnu la nécessité d'une acceptation expresse. Bien que ce concours à l'acte suffise aux auteurs qui, comme Laurent, se contentent d'une acceptation tacite, nous estimons que, en principe, le concours de la femme à l'acte d'acquisition ne vaut pas acceptation de sa part (1).

Néanmoins, puisque nous avons admis l'extension au régime dotal des articles 1434 et 1435, on pourrait songer à appliquer au remploi dotal ce que Rodière et Pont disent à propos de la communauté, à savoir que le concours de la femme à l'acte d'acquisition peut parfois avoir la valeur d'une acceptation : « Les circonstances peuvent lui prêter une autorité qui lui manque, à notre avis, lorsqu'il est isolé ; et s'il résultait soit de quelques déclarations contenues dans l'acte d'acquisition, soit de toutes autres circonstances, dont l'appréciation souveraine est dans le domaine des juges du fait, que la présence de la femme impliquait un consentement de sa part », cette acceptation devrait être regardée comme valable ; cela n'est pas contraire à l'article 1435 et ne donne pas lieu à cassation (2). Un ancien arrêt avait admis la validité de cette acceptation sous le régime dotal, mais au-

1. *En ce sens* : Benech, n° 43.

2. Rodière et Pont, I, n° 670 ; Cass. Rej. 17 août 1813.

— *Contra* : Benech, n° 43.

jourd'hui cette solution est abandonnée et on exige une acceptation formelle (1).

Bien que cette règle doive être considérée aujourd'hui comme certaine, il pourra arriver parfois que la femme n'ait pas à accepter d'une façon expresse.

Il en sera ainsi lorsque le contrat de mariage aura déclaré que le remploi serait fait par le mari sans le concours de la femme, et sans qu'il ait même besoin de son acceptation (2). Dans ce cas on doit admettre que c'est une sorte de mandat conféré par la femme. Mais un tel pouvoir étant exorbitant, on ne doit l'admettre qu'autant que le contrat de mariage l'attribue au mari d'une façon très nette et sans aucune équivoque (3).

Ainsi comment doit-on interpréter cette clause du contrat de mariage, donnant au mari le pouvoir « d'aliéner seul un bien dotal à charge de remploi ». Le mari pourra-t-il alors procéder seul au remploi sans avoir besoin du consentement de sa femme ?

Suivant une opinion, une telle clause dispense

1. Cass., 1^{er} juillet 1829, S. et P. chr. ; Fuzier-Hermann, *Répertoire*, v^o *Dot*, n^o 1470.

2. Aubry et Rau, V, § 537, p. 581 ; Guillouard, IV, n^o 1967 ; Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, III, n^o 1766 ; *En ce sens* : Req., 2 mai 1859, D. 69.1.275.

3. Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, III, n^o 1766.

le mari de requérir l'acceptation de la femme ; car, après que l'immeuble aurait été aliéné, la femme pourrait refuser d'accepter les emplois proposés et il serait impossible au mari de se procurer l'équivalent de l'immeuble aliéné. Rodière et Pont, qui soutiennent cette opinion, reconnaissent du reste que la plupart des auteurs se prononcent en sens contraire, soutenus en cela par la Cour de cassation (1).

D'autres auteurs ne voient dans cette clause qu'une dérogation à la règle de l'inaliénabilité et non au principe de l'acceptation de la femme. « Tout en reconnaissant, dit M. Guillouard, que la question est avant tout une question de fait, dont on doit chercher la solution dans les termes employés par les époux et dans l'ensemble des clauses du contrat de mariage, nous croyons, qu'à défaut d'expression de volonté contraire, il faut décider que l'acceptation de la femme est nécessaire malgré cette clause (2). » A notre avis cette opinion est la meilleure.

Nous devons néanmoins citer encore une opinion légèrement divergente : Aubry et Rau refusent d'admettre *a priori* que cette clause exige l'accep-

1. Rodière et Pont, III, n° 1842, p. 397 et note 2.

2. Guillouard, IV, n° 1967 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1766.

tation ; d'après eux, il n'y aurait là qu'une simple question de fait ou d'interprétation du contrat de mariage, et cette question ne serait pas susceptible d'être résolue en principe (1).

Lorsque le remploi était prévu dans le contrat de mariage, le mandat conféré au mari de vendre l'immeuble dotal et d'en acheter un autre en remploi sans aucun concours de sa part aurait pu lui être valablement donné par la femme même dans une procuration ordinaire pendant le mariage. Dans ce cas, la solution que nous venons de donner ne serait pas différente.

De même que pour l'acte contenant le remploi, aucune forme solennelle n'est exigée pour l'acceptation du remploi par la femme (2) ; ainsi elle peut la donner aussi bien par acte authentique que sous seings privés ; mais dans ce dernier cas elle ne pourra produire son effet que du jour où, par son enregistrement, elle aura acquis date certaine (3). La femme n'est pas non plus obligée de donner son acceptation dans l'acte même d'acquisition ; cette

1. Aubry et Rau, V, § 537, p. 581, texte et note 88.

2. Exception faite pour les quelques cas que nous avons signalés ; *supra*, p. 44.

3. Benech, n° 46.

acceptation serait valable bien que donnée dans un acte séparé (1).

Quel sera l'effet de cette acceptation ?

Le Code n'ayant rien décidé spécialement pour le régime dotal, nous étendrons à ce régime les principes qui sont applicables au remploi sous la communauté.

Sous le régime de la communauté, M. Labbé considère comme une gestion d'affaires l'acquisition par le mari d'un bien devant servir de remploi à la femme (2). Avec cette idée, l'acceptation du remploi a un effet rétroactif : le mari en achetant a représenté sa femme, et n'a agi qu'en son nom ; c'est donc elle qui a été propriétaire dès le jour de l'achat. Mais cet effet rétroactif, a-t-on dit, ne se produit que dans les rapports du mari et de la femme, et non à l'égard des tiers. Les charges ou hypothèques conventionnelles créées par le mari continuent donc à subsister. Lorsque le mari fait un acte de disposition, il révoque en quelque sorte tacitement l'offre de remploi qu'il faisait à sa femme. Il s'ensuit que les tiers acquéreurs de l'im-

1. Benech, n° 44 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 539 ; Guillelouard, IV, n° 1750.

2. Labbé, *De la ratification des actes d'un gérant d'affaires*, nos 89 à 96.

meuble dotal ou le détenteur de deniers dotaux doit s'assurer avant de se libérer que l'immeuble acquis en remploi est libre de toutes charges et hypothèques, non seulement du chef des vendeurs mais encore du chef du mari.

Ainsi que le fait remarquer M. Planiol, bien que tout acte de disposition fait par le mari doive être respecté par la femme, il y a intérêt à reconnaître la rétroactivité du remploi. Cet intérêt est double : « Il se voit d'abord pour les *hypothèques légales* et autres charges réelles qui ont pu prendre naissance sur l'immeuble du chef du mari et *sans sa volonté* : celles-là disparaissent, parce qu'elles n'impliquent aucune intention de révoquer l'offre. Il se voit encore au point de vue fiscal, en ce que l'acceptation ne donne pas lieu à un nouveau droit de mutation (1). »

L'acceptation du remploi n'aurait donc d'effet rétroactif qu'aux points de vue exposés ci-dessus, mais non au regard des tiers et la femme serait obligée de respecter les actes de disposition faits par le mari entre le moment de l'achat et le moment où elle aura accepté ; le mari aurait, du reste, aussi bien le pouvoir d'aliéner complètement ce bien tant que la femme ne se serait pas décidée à donner son acceptation.

1, Planiol, III, n° 960.

Quoi qu'il en soit, on peut faire observer ceci : étant donné que lors de l'achat d'un bien devant servir de remploi, l'acte d'acquisition contient une déclaration que le bien doit recevoir cette destination si la femme l'accepte, on devrait peut-être décider que l'effet rétroactif se produirait même à l'égard des tiers. Ils seraient en effet prévenus des risques qu'ils couraient : l'origine de propriété les en avertirait en faisant mention de la déclaration obligatoire prescrite par l'article 1435.

SECTION III

Qui a qualité pour faire et exiger le remploi

Sur le point de savoir par qui le remploi doit être fait et accepté, si le contrat de mariage contient quelques dispositions à cet égard, il faut s'en tenir strictement à ce qui y a été stipulé tant pour la vente du bien dotal que pour l'achat d'un autre bien et son acceptation en remploi.

Ainsi l'aliénation de l'immeuble dotal est nulle, si, au lieu d'avoir été faite par le mari avec le consentement de la femme, ainsi que le stipule le contrat de mariage, elle a été faite par la femme avec l'autorisation de son mari. (1)

1. Rouen, 19 mai 1840, Dalloz, *Répertoire*, v° *Contrat de mariage*, n° 4022.

Comme le contrat de mariage peut permettre au mari de procéder seul à l'aliénation du bien dotal, rien n'empêcherait la femme de stipuler valablement qu'elle autorise son mari à procéder au remploi sans qu'il y ait nécessité pour lui d'avoir son consentement.

Aussi pour l'acceptation de la femme, bien que les auteurs soient divisés, la majorité estime qu'on doit dispenser le mari de l'acceptation de la femme si cela a été décidé dans le contrat de mariage d'une façon expresse ou tacite : « Si le contrat de mariage, dit Troplong, porte que les premières acquisitions faites par le *mari* serviront de remploi à l'épouse... je pense qu'ici un mandat a été donné au *mari seul*, que la chose a été désignée d'avance par le contrat de mariage, et que la femme ne saurait désavouer l'acte du mari... Si le contrat de mariage porte que les premières acquisitions faites par les *époux* opéreront le remploi, nul doute qu'on ne doive exiger le concours du *mari et de la femme*. Le contrat de mariage est clair et exprès (1). »

Mais des difficultés se présentent lorsque, en l'absence de toute disposition, le contrat de ma-

1. Troplong, IV, n° 3198 ; Dalloz, *Répertoire*, v° *Contrat de mariage*, n° 4021.

riage stipule simplement l'obligation de emploi sans en régler d'avance les conditions.

Nous devons examiner successivement ce qui se passe quand le contrat de mariage reçoit encore son application et ce qui peut arriver lorsqu'est intervenue une séparation de biens.

Pendant le mariage, c'est en principe, avous-nous dit, le mari qui seul aurait le droit de fournir le emploi. Mais, dans le silence du contrat de mariage, le emploi sera le plus souvent effectué conjointement par le mari et par la femme (1) : ce sera en effet une garantie pour l'acquéreur qui sera ainsi mieux assuré de voir son acquisition à l'abri de toute contestation si toutefois le emploi n'est pas affecté d'une autre cause de nullité.

Si le mari ou la femme se refusent à acquérir un bien en emploi, qu'arrivera-t-il ? Si la femme hésite, le mari pourra acheter le bien qu'il convoite, mais à ses risques et périls : si la femme en effet refuse d'accepter le emploi, ce bien restera pour compte au mari et deviendra sa propriété. Si c'est au contraire le mari qui refuse d'acheter à la femme le bien qu'elle désire, que décider ? Dans le cas où le contrat ne lui donnerait pas le droit

1. Benech, n° 88 ; Troplong, IV, n° 3419 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 580 ; Guillouard, IV, n° 1969 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1768 ; Planiol, III, n° 1551.

d'acquérir elle-même un bien en emploi, la femme pourrait-elle s'adresser à la justice pour contraindre son mari à lui procurer un emploi ? A cette question il a été répondu par MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville : « La contrainte directe nous semble ici impossible. Quant à la contrainte indirecte résultant soit de la condamnation à des dommages-intérêts pour chaque jour de retard, soit de la fixation d'une indemnité représentative du préjudice résultant pour la femme de l'inexécution de l'obligation de faire emploi, elle nous paraît, elle aussi, peu pratique. A défaut de emploi, l'épouse recevra sa reprise lors de la dissolution du mariage, ou au moment de la séparation de biens ; et alors aussi le juge appréciera la responsabilité du mari (1). » Aussi, à notre avis, pourrait-on plus simplement autoriser la femme à faire elle-même le emploi ; quoique n'ayant pas l'administration de sa dot, elle doit veiller à sa conservation : le contrat de mariage contenant une obligation de emploi, la femme, après avoir fait constater le refus du mari de se plier à cette condition, pourrait se faire autoriser par la justice à effectuer elle-même le emploi qu'elle a réguliè-

1. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *loc cit.*

rement le droit d'exiger avant la dissolution du mariage (1).

Mais lorsque la séparation de biens aura été prononcée, qui pourra et devra faire le remploi ?

Le mari, n'ayant plus l'administration de la dot, n'aura aucune raison ni aucun droit de s'occuper d'acquérir un bien devant servir de remploi à sa femme. Mais la séparation de biens, tout en donnant à la femme l'administration de la dot, laisse subsister le régime dotal avec ses garanties, moins, il est vrai, l'imprescriptibilité. Le mari ayant perdu l'administration et la jouissance de la dot n'interviendra plus que pour donner son autorisation ; la puissance maritale subsiste en effet, à moins que la séparation de biens ne soit l'accessoire d'une séparation de corps, cas auquel la femme reprend son entière capacité en vertu de la loi du 6 février 1893. Le droit d'effectuer le remploi appartient donc à la femme séparée de biens (2).

Nous avons à examiner maintenant par qui le remploi peut et doit être exigé.

Le remploi des deniers provenant de l'aliénation

1. Aubry et Rau, V, § 537, p. 578 ; Guillouard, IV, n° 1976 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1768.

2. Benech, n° 88 ; Troplong, IV, n° 3419 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 580 ; Guillouard, IV, n° 1969 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1767 ; Planiol, III, n° 1551.

d'un bien dotal peut et doit être exigé par tous ceux ayant intérêt à la réalisation de ce remploi pour la conservation de la dot. Il peut être exigé par la femme, par les donateurs qui ont donné ces biens aliénables seulement sous condition de remploi, par les tiers qui sont responsables de la conservation de la dot, et enfin dans certains cas par le mari.

Ainsi que nous venons de le voir, lorsque le mari refuse d'acquérir un bien pour servir de remploi, la femme peut lui faire fixer par la justice un délai pour l'exécuter ; faute de remploi dans ce délai, elle a la faculté de se faire autoriser par la justice à l'effectuer elle-même. Pendant le mariage, ce n'est que de son mari que la femme peut exiger le remploi ; mais lorsqu'il y a séparation de biens, c'est à elle à l'effectuer et elle ne peut s'en prendre qu'à elle-même si le remploi n'a pas été fait.

Lorsqu'un donateur a constitué la dot sous la condition que les biens par lui donnés ne seront aliénables qu'à charge de remploi, le tiers constituant a le pouvoir d'exiger ce remploi.

Les tiers acquéreurs de biens dotaux aliénables sous condition de remploi sont responsables dans le cas où les deniers provenant de l'aliénation de ces biens auront été dépensés ; il est donc hors

de doute que ces tiers acquéreurs ont le droit et le devoir d'exiger le remploi et de le surveiller. Tant que le remploi n'est pas effectué, la validité de l'acquisition n'est pas certaine ; si le prix est dilapidé, la femme aura un recours contre les acquéreurs, et faisant annuler la vente reprendra le bien dotal ; les tiers acquéreurs auront alors, il est vrai, la possibilité d'exercer un recours contre le mari, mais il est à craindre qu'il ne soit insolvable. Ils pourraient aussi poursuivre la restitution de leur prix sur les paraphernaux de la femme, mais dans le cas seulement où, ayant figuré à la quittance, elle aurait garanti l'encaissement fait par son conjoint ; dans le cas aussi où ce prix lui aurait été remis par le mari après la séparation de biens ou la dissolution du mariage (1).

Il est donc beaucoup plus simple pour les acquéreurs de biens dotaux de refuser le paiement de leur prix d'acquisition tant qu'on ne leur justifie pas d'un remploi régulier et exempt d'éviction. C'est un moyen d'action très efficace qui leur est reconnu (2).

Les tiers acquéreurs doivent donc exiger que le

1. Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, III, n° 1769.

2. Benech, n° 115 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 583, texte et note 95 ; Laurent, XXIII, n° 520 ; Guillouard, IV, n° 1980 ; Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, *loc. cit.*

remploi soit effectué avant qu'ils ne versent leur prix d'acquisition. S'ils avaient payé, pourraient-ils en effet exiger le emploi? MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville se prononcent pour la négative, en invoquant l'avis général : « Il peut seulement, disent-ils, être question de soustraire l'acquéreur aux conséquences de la nullité de son acquisition, en lui permettant d'arrêter l'action révocatoire par une nouvelle offre de son prix, c'est-à-dire en mettant à nouveau les époux en mesure et en demeure d'exécuter le emploi. Ceci ne serait en tous cas possible que si le emploi peut encore être effectué (1). »

Les tiers acquéreurs ont donc le droit de ne payer que lorsqu'on leur a donné la certitude que le emploi a été effectué valablement.

Les acquéreurs amiables ne sont pas seuls capables d'exiger le emploi : il en est de même en cas de licitation. Au cas d'adjudication sur licitation d'immeubles indivis entre des cohéritiers au nombre desquels se trouvent des femmes mariées sous le régime dotal, auxquelles il est imposé par leur contrat de mariage de faire emploi du prix de leurs biens dotaux aliénés, l'adjudicataire est en droit d'exiger pour sa libération qu'il soit fait rem-

1. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1769, p. 529.

ploi de la partie du prix appartenant à ces femmes, bien que le jugement d'adjudication ne l'ait pas chargé de surveiller ce remploi (1).

Mais là encore il faut suivre la volonté exprimée dans le contrat de mariage. Ainsi, tout en stipulant que les biens dotaux ne seraient aliénables que sous condition de remploi, le contrat de mariage peut fort bien contenir une clause déchargeant les acquéreurs de leur responsabilité ; dans ce cas, les tiers seront contraints à payer sans exiger le remploi. C'est ce que dit M. Guillouard : « Si le contrat de mariage décide que le seul consentement de la femme dans les quittances libérera les acquéreurs, l'acquéreur n'est pas fondé à refuser le paiement jusqu'à ce qu'il lui soit fourni un remploi. En pareil cas, le remploi n'est une condition de l'aliénation que dans les rapports des époux entre eux : mais vis-à-vis de l'acquéreur, l'immeuble dotal est valablement aliéné à la seule condition du concours de la femme à la quittance, et l'acquéreur ne peut exiger autre chose (2). »

Mais si, en dehors de ce dernier cas, les époux se refusent à effectuer le remploi, ou qu'ils ne pro-

1. Paris, 9 juillet 1828, Dalloz. *Répertoire*, v° *Contrat de mariage*, n° 3963, 2°.

2. Guillouard, IV, n° 1980. — *En ce sens* : Limoges, 7 mai 1862, S. 63.2.10.

posent que des remplois peu sûrs, les tiers acquéreurs pourront consigner leur prix d'acquisition.

Le prix étant ainsi remis à la Caisse des Dépôts et Consignations, le tiers acquéreur sera-t-il encore tenu d'en fournir les intérêts ? La majorité des auteurs admet que le cours des intérêts est arrêté (1). On soutient cependant en sens contraire que cette consignation serait même impuissante à produire cet effet d'arrêter le cours des intérêts (2).

Sur le point de savoir si la consignation du prix libère l'acquéreur de l'obligation de surveiller le emploi, la question est plus délicate.

Tout d'abord, si le contrat de mariage décide que, par cette consignation, les tiers acquéreurs seront déchargés de l'obligation de surveiller le emploi, on doit admettre cet effet libératoire, mais dans ce cas c'est la Caisse des Dépôts et Consignations qui devra elle-même « suivre » le emploi (3).

Lorsqu'au contraire le contrat de mariage ne contient aucune disposition à ce sujet, que doit-on décider ? Deux opinions sont en présence.

1. Benech, n° 60 ; Duranton, XV, n° 486 ; Aubry et Rau, V, § 537, p 583 ; Guillouard, IV, n° 1981.

2. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1775.

3. Robert, n° 486.

Quelques auteurs (1) décident que la consignation du prix libère définitivement l'acquéreur de l'obligation de surveiller le emploi. Pour soutenir cette opinion, ils s'appuient sur un texte de loi de 1790 relatif au rachat des rentes foncières soumises à emploi, qui décide dans son article 4 « que le redevable, qui ne voudra point demeurer garant du emploi, pourra consigner le prix d'achat, lequel ne sera délivré aux personnes qui sont assujetties au emploi qu'en vertu d'une ordonnance du juge rendue sur les conclusions du commissaire du roi » (2). Ils argumentent également de l'article 1257 alinéa 2 du Code civil, qui déclare que « les offres réelles suivies de consignation libèrent le débiteur ».

A notre avis, il est d'abord douteux que la loi de 1790 qui créait une procédure transitoire et toute spéciale au rachat des rentes puisse être étendue au cas de emploi des biens dotaux. En tous cas la garantie de contrôle de la justice n'équivaldrait pas pour la femme à la responsabilité de l'acquéreur. Quant à l'article 1257, il libère du paiement, mais non de l'obligation de surveiller le emploi.

Aussi, plus nombreux sont les auteurs qui, repoussant cette opinion, décident que la consigna-

1. Benech, Duranton, *loc. cit.*

2. Loi du 18-29 décembre 1890, titre II, article 4.

tion du prix n'est pas suffisante pour libérer le tiers acquéreur de la responsabilité de surveiller le remploi qui pourra être effectué ultérieurement (1). Cette opinion nous semble préférable.

M. de Folleville invoqué deux arguments à l'appui de cette solution : « 1° Tout tiers acquéreur d'un immeuble dotal a deux obligations bien distinctes à remplir, d'abord payer le prix de vente et ensuite en surveiller l'emploi : or, par la consignation des deniers, il est certainement libéré du premier de ces devoirs. Mais le second subsiste encore. En effet, l'obligation de surveiller le remploi a sa nature spéciale et propre : elle est indépendante du paiement, elle complète la garantie de la femme dotale. 2° L'acquéreur d'ailleurs a toujours la ressource de fournir lui-même le remploi et de le faire déclarer par la justice bon, régulier et valable. Tous les intérêts sont ainsi sauvegardés (2). »

Cette opinion est celle de la jurisprudence qui décide que, malgré la consignation de son prix, l'acquéreur d'un immeuble dotal aliénable à charge de remploi, en demeure responsable, et cela bien que le jugement qui a validé ses offres l'aurait dé-

1. Aubry et Rau, V, § 537, p. 583 ; de Folleville, *Revue pratique de Droit Français*, t. XXXIX, p. 189 ; Guillouard, IV, n° 1981 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1775.

2. De Folleville, *loc. cit.*

claré libéré ; cette libération éteint en effet l'obligation relative au paiement du prix, mais laisse subsister l'obligation de surveiller le remploi. Ainsi dans le cas où il a consigné son prix, l'acquéreur pourrait être sommé de se trouver à la Caisse des Dépôts et Consignations pour reconnaître la validité du remploi proposé par les époux, et, sur son refus d'obéir à la sommation, être assigné en justice pour entendre prononcer cette validité (1).

Nous venons donc de voir que les acquéreurs amiables et les adjudicataires de biens dotaux sujets à remploi n'étaient pas entièrement libérés par le seul fait de consigner leur prix d'acquisition, mais qu'étant responsables du remploi ils pouvaient l'exiger. En est-il de même lorsqu'un immeuble dotal aliénable à charge de remploi est exproprié pour cause d'utilité publique ?

Une opinion estime que, dans le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, les tiers acquéreurs ne seraient pas tenus de surveiller le remploi et seraient valablement libérés en usant de la faculté de consigner que leur accorde l'article 54 de la loi du 3 mai 1841 (2).

1. Nîmes, 11 juin 1856, D. 57.2.364, et sur pourvoi Req. 12 mai 1857, D. 57.1.364 ; Caen, 26 janvier 1872, D. 74.5.426 ; Civ. req., 15 mars 1886, D. 86.1.383.

2. Loi du 3 mai 1841, art. 54 : « Il ne sera pas fait d'offres réelles toutes les fois qu'il existera des inscriptions sur l'im-

Mais une autre opinion a été plus récemment soutenue par un grand nombre d'auteurs et suivie par la jurisprudence. D'après ces auteurs, l'expropriant est soumis aux mêmes responsabilités et obligations qu'un acquéreur ordinaire lorsque l'immeuble exproprié est un immeuble dotal aliénable à charge de emploi (1). Par suite il a été jugé que, même au cas où l'acquéreur a consigné son prix conformément à l'article 54 de la loi de 1841 précitée, il doit intervenir pour approuver le emploi ; mais il ne peut être contraint par les voies judiciaires que s'il a été mis en demeure soit par la Caisse des Dépôts et Consignations, soit par les époux expropriés et qu'il s'est formellement refusé à remplir cette obligation (2).

Nous avons vu plus haut que le contrat de mariage peut dispenser les tiers de surveiller le emploi ; dans ce cas on doit se conformer à cette clause. Mais il peut aussi se faire que, malgré l'existence dans le contrat de mariage d'une dis-

meuble exproprié ou d'autres obstacles au versement des deniers entre les mains des ayants droit ; dans ce cas, il suffira que les sommes dues par l'administration soient consignées, pour être ultérieurement distribuées ou remises, suivant les règles du droit commun ». Dalloz, *Code des lois politiques et administratives*, t. III, p. 504.

1. Guillouard, IV, n° 1984.

2. Civ. req., 15 mars 1886, D. 86.1.383, S. 87.1.327.

position imposant le remploi, les tiers se trouvent dispensés d'en surveiller l'accomplissement. Si un jugement passé en force de chose jugée a décidé que la femme peut toucher le prix sans remploi, l'acquéreur ne pourra en effet l'exiger ; il sera libéré de toute responsabilité et devra payer son prix d'acquisition (1).

Mais cependant, si dans l'acte de vente du bien dotal il a été stipulé que le remploi serait fait en immeubles et que l'acquéreur ne devrait payer les intérêts du prix qu'à partir du moment où le remploi aurait été effectué, dans ce cas particulier, il a été décidé que l'acquéreur aurait le droit de ne pas payer le prix à la femme, bien qu'un jugement rendu depuis la vente autorisât la femme à toucher ce prix sans remploi, si toutefois cette autorisation n'a pas été donnée dans un des cas où le Code prévoit la vente des biens dotaux (2).

Enfin, pour terminer la liste des personnes qui ont la faculté d'exiger que le remploi soit effectué, nous citerons le mari. Ainsi qu'il est dit dans Dalloz, lorsque la séparation de biens a été prononcée, le mari peut exiger de la femme le remploi du prix

1. Troplong, IV, n° 3411 ; Rouen, 20 mars 1832, D. 33.2. 209.

2. Caen, 12 mars 1831, Dalloz, *Répertoire*, v° *Contrat de mariage*, n° 4044.

des biens dotaux aliénés lorsque cette mesure est obligatoire aux termes du contrat de mariage, ou qu'elle est prescrite par la loi à la suite d'une aliénation faite en vertu de l'article 1558 (1). De même, en l'absence de toute clause ou de toute disposition légale obligeant expressément au emploi, il est au pouvoir du mari, après la séparation de biens, de demander des sûretés pour la conservation de la dot de la femme, sinon le emploi proprement dit (2).

1. Dalloz, *Nouv. Code civ. annoté*, art. 1557, n° 487 et suiv.

2. Dalloz, *Répertoire*, v° *Contrat de mariage*, n° 4045.

CHAPITRE III

Nature et qualité des biens pouvant servir de emploi

Nous nous proposons dans ce chapitre d'examiner en quels biens le emploi doit être fait, et quelles sont les qualités qu'ils doivent réunir pour constituer un emploi valable ; puis nous terminerons en indiquant les améliorations qu'on a proposées à ce sujet.

SECTION I

Nature des biens pouvant servir de emploi

Pour savoir en quels biens on doit faire le emploi, il faut se conformer aux conventions qui auraient été insérées dans le contrat de mariage.

Nous examinerons d'abord cette première hypothèse et nous verrons ensuite ce qu'il faudra décider si le contrat est muet sur ce point.

§ I. — LE CONTRAT DÉTERMINE LES CONDITIONS
DU REMPLOI

Si le contrat de mariage indique clairement la façon dont le remploi doit être fait, il faut s'y conformer. On doit s'en tenir à l'intention des contractants et se garder de la violer sous prétexte que l'équivalent est satisfaisant (1). La convention est la loi des parties (art. 1134 C. civ.).

Le contrat a pu prévoir un remploi en immeubles ou en meubles. Quelques observations sont à faire sur ces deux catégories de biens.

I. — *Remploi en immeubles*

C'est à la volonté des parties exprimée dans le contrat de mariage qu'il faut, avons-nous dit, se référer pour savoir en quelles sortes d'immeubles le remploi devra être effectué.

Ainsi, il a été décidé qu'un tribunal doit rejeter la demande des parties tendant à faire un remploi en immeubles urbains, lorsqu'il a été formellement

1. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1760 ; Civ. rej. 1^{er} août 1900, S. 1901.1.51 et note de M. Lyon-Caen, D. 1901.1.145 et note de M. Bartin.

stipulé au contrat que le remploi ne pourrait avoir lieu qu'en biens ruraux (1).

Mais si le contrat n'a pas exigé que le remploi soit exclusivement fait en une sorte d'immeubles déterminée, alors l'immeuble acquis en remploi n'a pas besoin d'être de même nature que l'immeuble aliéné. Ainsi un héritage urbain peut servir de remploi à un immeuble rural et réciproquement (2). De même on pourrait acheter en remploi un bien situé à l'étranger, à condition toutefois que le droit d'avoir un fonds inaliénable soit reconnu aux Français dans le pays où se trouve l'immeuble à acquérir (3).

On a également jugé que le remploi du prix d'un bien dotal en une maison à construire suivant un devis déterminé est valable et qu'il suffit pour la validité de ce remploi que le devis arrêté ait été observé ou qu'on n'y ait apporté que de légers changements rendus nécessaires par les règlements administratifs ou la disposition du terrain (4).

1. Trib. Civ. Seine, 10 janvier 1883, *Rev. Not.*, n° 6627 ; *Pandectes françaises*, v° *mariage*, n° 9883.

2. Benech, n° 89.

3. Jouitou, I, n° 304.

4. Cass., 2 avril 1885, D. 55.1.152 ; Trib. Civ. Seine, 22 juin 1901, D. 1902.2.237,

II. — *Remploi en meubles*

Il en sera du remploi en meubles comme du remploi en immeubles; on devra se conformer aux dispositions du contrat qui spécifieraient quelles sortes de meubles devront être acquis en remploi. Dans la pratique il ne s'agira le plus souvent que de meubles incorporels.

Nous pouvons envisager successivement les cas où le contrat de mariage a prévu un remploi en placements hypothécaires ou un remploi en valeurs mobilières.

1° *Placements hypothécaires.* — Par suite de l'évolution économique des fortunes, les emplois en immeubles finirent par sembler trop exclusifs. On songea alors à permettre le remploi en meubles incorporels. Les placements hypothécaires en bon rang sur des immeubles de grande valeur présentaient d'ailleurs une sûreté presque aussi certaine que des immeubles, à raison du droit réel immobilier qui leur sert de garantie. Les créances hypothécaires servirent donc de remploi avant les valeurs mobilières proprement dites.

Aussi de nombreux contrats de mariage stipulèrent-ils de bonne heure que les emplois pourraient être effectués en placements hypothécaires.

La jurisprudence a même donné à cette clause

une interprétation extensive, très justifiée à notre avis, qui est la suivante.

Un arrêt de la Cour de Limoges du 22 mai 1865 a décidé que, au cas où le remploi en hypothèques est permis par le contrat de mariage, il pouvait être valablement effectué en obligations nominatives du Crédit Foncier (1). A cet arrêt on peut objecter que les obligations du Crédit Foncier n'ont pas à proprement parler le caractère de créances hypothécaires. Mais, si on recherche l'intention des parties, cet arrêt se justifie aisément. Étant donnée la nature des obligations du Crédit Foncier, si la société ne sert pas les intérêts échus ou ne rembourse pas les obligations exigibles, les porteurs peuvent la poursuivre soit sur son fonds de réserve et le capital disponible des actions, soit sur les créances hypothécaires qu'elle possède. Ces obligations présentant des garanties similaires à celles que présenterait un placement hypothécaire, un tel remploi est conforme aux conditions imposées par le contrat de mariage. Si cette théorie pouvait paraître peut-être contestable à l'époque où la Cour de Limoges rendit son arrêt, il nous semble qu'aujourd'hui on doit l'admettre sans hésitation ; la même suspicion ne pèse plus en effet sur les valeurs mobilières, et la réaction en ce sens

1. Limoges, 22 mai 1865, D. 65.2.118, et la note.

a peut-être même été poussée un peu loin comme nous allons le voir.

2° *Valeurs mobilières*. — Tout d'abord, lorsque le contrat stipule en termes généraux que le emploi pourra être valablement effectué en valeurs mobilières, on pourrait certainement acquérir en emploi des créances hypothécaires.

L'article 1387 du Code civil permettant aux époux de régler comme ils l'entendent les conditions pécuniaires de leur union, on a toujours pu stipuler dans le contrat de mariage que les immeubles seraient aliénables sous condition de emploi en valeurs mobilières.

Mais à l'époque de la confection du Code civil, la maxime *res mobilis, res vilis* avait encore sa raison d'être, et jamais un contrat de mariage n'aurait permis un emploi d'immeubles en valeurs mobilières. Peu à peu des contrats admirent les placements hypothécaires qui présentaient de grandes garanties ; puis ils autorisèrent le emploi en rentes françaises, en obligations du Crédit Foncier, des chemins de fer français et de la Ville de Paris. Outre ces valeurs qui étaient considérées comme très sûres, les parties indiquaient surtout en emploi des valeurs sur lesquelles elles avaient des renseignements précis, ou dont l'indication était justifiée à leurs yeux par des intérêts spéciaux.

Actuellement on en est arrivé à des clauses tel-

lement extensives qu'on voit dans la pratique admettre comme emploi les valeurs les plus diverses, tant françaises qu'étrangères et qui ne présentent peut-être pas toutes des garanties suffisantes.

Comme exemple de l'extension et de la diversité des valeurs qui actuellement peuvent, par suite d'une stipulation, servir de emploi, nous extrayons d'un contrat de mariage récent une énumération de quelques-unes de ces valeurs :

Aux termes de ce contrat le emploi est possible : «...en actions et obligations de la Compagnie générale des Eaux, actions de la Banque de Paris et des Pays-Bas, actions du Comptoir national d'Escompte de Paris, actions du Crédit Lyonnais, actions de la Société Foncière Lyonnaise, actions de la Société Lyonnaise des Eaux et de l'Éclairage, actions de la Société générale pour favoriser le commerce et l'industrie en France, actions et obligations de la Compagnie du canal de Suez et tous titres émis ou à émettre par la dite compagnie, en rentes ou obligations des États ou villes européens cotées officiellement à la Bourse de Paris, en rente Indienne de quelque émission que ce soit, en rente Égyptienne privilégiée ou autres..., en obligations du port de Rosario, de Santa-Fé, en obligations des diverses compagnies des hôtels égyptiens, en obligations de la société des immeubles d'Égypte, en actions de la Société de l'Agricultural Bank

d'Égypte, en actions du Crédit Franco-Portugais, en actions de la Banque Nationale d'Égypte, en rentes des États-Unis d'Amérique, du Mexique et de la République Argentine, en obligations de la Compagnie des chemins de fer de Pennsylvanie, de la Compagnie Baltimore and Ohio, Chicago Milwaukee et Saint-Louis, Northern Pacific, Atchison Topeka et Santa-Fé, en actions de la Société générale de Belgique, soit en toutes autres valeurs françaises ou étrangères à revenus fixes, officiellement cotées à la Bourse de Paris, et dont le revenu réel lors de l'achat et par rapport au prix d'achat n'excéderait pas de 1 % le taux légal d'intérêt en France en matière civile... »

Ces clauses, courantes maintenant (1), semblent détourner le régime dotal de son but premier qui était de conserver intacte la dot. Nous y voyons donner une grande place aux actions, et cependant même celles d'établissements prospères présentent moins de garantie que les obligations. Et combien d'entre ces valeurs ne peuvent-elles être regardées comme se trouvant à la merci d'une ré-

1. Nous avons vu un autre contrat stipulant que le emploi pourrait être fait par la femme « en telles valeurs mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger qu'il conviendra à celle-ci ». Il est difficile de laisser plus de latitude pour le emploi.

volution possible ou de tout événement politique ou économique qu'on ne saurait prévoir.

On peut également se demander, dans le cas où le contrat de mariage a permis le remploi en valeurs mobilières, si le remploi serait suffisamment constitué par l'aliénation moyennant une rente perpétuelle ou même viagère due par l'acquéreur de l'immeuble.

Nous devons examiner séparément le cas d'une rente perpétuelle et celui d'une rente viagère.

Lorsqu'il y a aliénation à charge de rente perpétuelle, cette rente due par l'acquéreur lui-même est un remploi mobilier suffisant. « Au fond, disent MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, (1) l'immeuble dotal est échangé contre une valeur mobilière, dans un cas où le contrat admet ce mode de remploi : on ne voit pas pourquoi la rente due par l'acquéreur du bien dotal, hypothéquée sur l'immeuble aliéné lui-même, ne vaudrait pas autant, comme remploi, qu'une rente perpétuelle hypothéquée sur tout autre immeuble appartenant à un tiers. » C'est également notre avis ; nous avons en effet admis plus haut que la clause autorisant le remploi en valeurs mobilières permettait aussi le remploi en placements hypothécaires.

1. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1761.

Mais, en cas d'aliénation consentie à charge de rente viagère, le remploi que le contrat de mariage autorisait en valeurs mobilières serait-il valable ?

Les auteurs qui admettent la validité de ce remploi disent qu'il peut s'expliquer par les considérations les plus graves, si les époux sont âgés ou infirmes et ne trouvent que des ressources insuffisantes dans le revenu normal des biens dotaux (1) : l'arrêt, qui se prononça en ce sens, invoquait cette circonstance particulière que, en l'espèce, la rente viagère était utile pour fournir des secours à la famille.

Nous préférons l'opinion contraire. Le contrat de mariage permet bien d'aliéner le fonds dotal, mais cela moyennant remploi. Or précisément dans le cas d'aliénation à charge de rente viagère, il n'y a pas remploi : l'immeuble dotal disparaît sans autre équivalent qu'une augmentation du revenu des époux. Ceux-ci, pour augmenter leurs revenus insuffisants, peuvent avoir besoin de recourir à cette forme d'aliénation, mais alors ils doivent se faire autoriser par justice à vendre à rente viagère. L'article 1558 alinéa 2 du Code civil permet, en effet, d'aliéner l'immeuble dotal pour fournir des aliments à la famille, et l'aliénation à charge de rente viagère répond parfaitement à ce but, mais

1. Troplong, IV, n° 3399 ; Caen, 17 juin 1845, S. 48.2.134.

elle ne peut avoir lieu qu'avec les garanties et les formalités exigées par la loi (1).

Nous voyons enfin des contrats stipuler que le remploi serait suffisant s'il était effectué « en l'acquit des dettes dont pourraient être grevées les successions recueillies par la future épouse et de tous frais et droits de mutation à l'occasion des dites successions ». On ne peut que respecter la volonté exprimée dans le contrat de mariage.

§ II. — LE CONTRAT DE MARIAGE OBLIGE AU REMploi SANS EN DÉTERMINER LES CONDITIONS

Il peut se faire que le contrat de mariage stipule uniquement qu'il y aura lieu à remploi. S'il en est ainsi, en quels biens peut-on l'effectuer ?

Dans l'état actuel du droit, si le contrat ne se prononce pas sur la manière dont le remploi doit être effectué, on peut le faire en immeubles, dans lesquels nous faisons rentrer les actions de la Banque de France immobilisées, ou en rentes françaises.

1. Aubry et Rau, V, § 537, p. 579, texte et note 82 ; Guillouard, IV, n° 1964 ; Huc, IX, n° 464 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1762 ; Riom, 12 août 1844, D. 45.2.148 ; Cass., 23 juin 1846, D. 46.1.332.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi. A l'origine les immeubles par nature seuls furent admis en remploi, puis vinrent en 1808 les actions de la Banque de France immobilisées et enfin depuis deux lois de 1862 et 1871 les rentes nominatives de toute nature sur l'État français.

Le remploi, dans le vrai sens du mot, a pour conséquence que la nature de la dot ne doit pas être transformée ; ainsi, à moins de stipulation contraire dans le contrat de mariage, un immeuble doit être subrogé à l'immeuble vendu. C'est en ce sens que s'est prononcé un arrêt de la Cour de Toulouse du 7 août 1833, sur appel d'un jugement du tribunal de Toulouse qui avait autorisé le « remploi en bonne et valable hypothèque » (1).

Mais comme le décret du 16 janvier 1808 avait permis d'immobiliser les actions de la Banque de France, on pouvait également les prendre en remploi. Ces immeubles par la détermination de la loi et que l'on pourrait appeler plus justement immeubles par déclaration, pouvaient donc dès cette époque servir de remploi, et cela sans que le contrat de mariage ait eu besoin de le spécifier. Un arrêt de la Cour de Caen du 8 mai 1838 s'exprime en ces termes : « Considérant, quant au point de savoir si le remploi peut être fait en actions sur la

1. Toulouse, 7 août 1833, D. 34.2.9.

Banque de France immobilisées, que ni le contrat de mariage, ni l'arrêt du 10 janvier 1838 ne disent qu'il aura lieu en immeubles corporels plutôt qu'en immeubles fictifs ; qu'il suffit donc qu'on le fournisse en immeubles quelle que soit d'ailleurs leur nature ; considérant qu'il résulte des dispositions législatives sur la matière que les actions de la Banque de France peuvent toujours être immobilisées, et que, du moment où celles qui seraient offertes en remplacement des deniers dotaux de la dame Th... de la Tr... auront été déclarées immeubles, elles formeront un emploi valable qui ne saurait être refusé (1). »

Voilà ce que nous avons à dire du emploi immobilier ; examinons maintenant le emploi mobilier.

Dans le cas où le contrat de mariage ne détermine pas en quels biens on doit faire le emploi, on voit se produire la même évolution que dans le cas où le contrat, ainsi que nous l'avons examiné plus haut (2), indique les biens qui peuvent être acquis en emploi. De bonne heure les emplois exclusivement en immeubles ne furent plus en rapport avec les besoins des fortunes. Aussi voulut-on

1. Caen, 8 mai 1838, D. 40.2.13.

2. V. *supra*, p. 73.

autoriser le remploi mobilier. Mais comme, par le silence du contrat, les parties pouvaient penser que le remploi serait forcément effectué en immeubles, il ne fallait permettre de le faire qu'en valeurs présentant toutes les garanties désirables. On songea à la possibilité d'acquérir en remploi des rentes sur l'État ; c'étaient en effet des valeurs qui, immatriculées au nom de la femme avec mention de leur caractère d'aliénabilité à charge de remploi, offraient une sécurité presque équivalente à celle des immeubles.

Néanmoins, à l'origine, la question de savoir si un tel remploi était valable donna lieu à des discussions.

L'opinion la plus répandue était que le remploi en rentes sur l'État n'était pas valable (1). Rodière et Pont disent dans leur seconde édition (1869) : « Cependant, dans l'état de la législation tel qu'il existait lors de la publication de notre précédente édition, il ne nous avait pas paru possible de suppléer au silence de la loi. En conséquence, en parlant de cette donnée que les rentes sur l'État sont des valeurs mobilières et qu'aucune loi n'avait permis de les immobiliser, nous avons décidé d'accord en cela avec plusieurs arrêts et nombre d'au-

1. Aubry et Rau, V, § 537, p. 578-579, texte et note 77 ; Rodière et Pont, III, n° 1691.

teurs, que l'emploi de la dot ne pouvait être fait en rentes sur l'État que lorsque le contrat de mariage avait formellement autorisé ce mode de placement. » L'arrêt de la Cour de Caen précité du 8 mai 1838 était également en ce sens.

Au contraire, Troplong admettait la validité de ce remploi (1).

Ce débat devait bientôt être tranché législativement. L'article 46 de la loi des Finances du 2 juillet 1862 dispose en effet que « les sommes dont le placement ou le remploi en immeubles est prescrit ou autorisé par la loi, par un jugement, par un contrat, ou par une disposition à titre gratuit entre vifs ou testamentaire, peuvent être employées en rente 3 % de la dette française, à moins de clause contraire ». Cette loi n'autorisait donc le remploi qu'en rente 3 %, à l'exclusion du 4, 4 1/2 et autres valeurs. Mais une autre loi budgétaire du 16 septembre 1871 (art. 29), conçue dans les mêmes termes, permit d'effectuer les remplois « en rentes françaises de toute nature ». Dans tous les cas, aux termes de ces deux lois, l'immatricule de ces rentes au Grand-Livre devait en indiquer l'affectation spéciale.

Ces lois sont interprétatives de la volonté même des futurs époux, et comme telles, sont devenues

1. Troplong, IV, n° 3422.

immédiatement applicables même aux contrats de mariage antérieurs à leur promulgation. Elles ont en réalité un but fiscal : on a voulu favoriser le crédit de l'État et le placement de ses titres en élargissant leur marché, en leur donnant une clientèle nouvelle (1).

Mais on n'a pas voulu imposer ce remploi en rentes aux gens qui n'en voudraient pas : aussi peut-on insérer dans le contrat une clause les prohibant. Cette clause peut être expresse : dans ce cas elle fait loi et les tribunaux n'ont aucun pouvoir contre elle. Elle peut également résulter des termes du contrat : les tribunaux doivent alors s'inspirer des intentions présumées des futurs époux pour interpréter les clauses douteuses. Sur cette question la jurisprudence est abondante.

Il a été jugé, pour un contrat de mariage antérieur à la loi du 2 juillet 1862, que la clause imposant au mari l'obligation de remployer le prix provenant de la vente des biens dotaux « en immeubles situés dans un certain arrondissement » n'excluait pas le remploi en rentes sur l'État (2). M. Guilouard pense au contraire que cette clause indique suffisamment la volonté des époux d'exiger un

1. Planiol, III, n° 958.

2. Aix, 28 mai 1866, D. 66.5.406. — *En ce sens* : Rodière et Pont, III, n° 1840.

remploi en immeubles (1). C'est également notre avis.

Il a aussi été décidé que, la clause autorisant l'aliénation des biens dotaux à charge d'un emploi « en immeubles de même nature », le emploi peut avoir lieu en rentes (2). La même opinion a été affirmée par un arrêt de la Cour de Rouen dans une question semblable : la clause portant que le emploi des immeubles dotaux aliénés devra se faire en « biens de même nature » et qu'il en sera de même pour les rentes comprises dans la dot, ne met pas obstacle à ce que le emploi des immeubles ait lieu en rentes sur l'État (3).

A notre avis, les arrêts que nous venons de citer permettent le emploi en rentes dans des cas où la « clause contraire » semble ressortir des termes du contrat. D'autres arrêts se sont prononcés en sens contraire.

Ainsi, il a été décidé que le emploi en rentes sur l'État n'est pas autorisé si les époux ont prévu ce mode de emploi, mais en le limitant à une certaine classe de biens, et en laissant tous les autres assujettis au emploi en immeubles (4). Il y a éga-

1. Guillouard, II, n° 479.

2. Caen, 8 janvier 1872, D, 74.5.425.

3. Rouen, 30 mai 1877, D. 78.2.24.

4. Bourges, 16 mars 1870, D. 70.2.140.

lement clause contraire lorsque le contrat de mariage porte que le remploi aura lieu en « immeubles ruraux » ou en affectation hypothécaire sur des immeubles ruraux (1).

Lorsque le contrat de mariage ne stipule pas l'aliénabilité, il peut, ainsi que nous l'avons vu, y avoir lieu à remploi, dans le cas d'une aliénation légale ou judiciaire. Le remploi devra alors se faire de la manière et en tels biens qu'aura désignés le tribunal. A notre avis, le tribunal ne devra ordonner d'effectuer le remploi que dans un des biens suivants : immeubles, actions de la Banque de France immobilisées, ou rentes sur l'État.

Tout ce que nous venons de dire s'applique également au cas où le contrat de mariage aurait stipulé que les valeurs mobilières ne seraient aliénables par le mari qu'à charge de remploi.

SECTION II

Qualité des biens pouvant servir de remploi

Il ne suffit pas de s'être conformé aux règles que nous venons d'indiquer sur la nature des biens pouvant servir de remploi, il faut encore que ces

1. Rouen, 18 janvier 1870, D. 74.2.224.

biens présentent par eux-mêmes des qualités telles qu'ils fournissent un équivalent offrant la même sécurité que le bien dotal aliéné.

C'est ainsi, pour les immeubles, qu'ils doivent être libres de toute hypothèque et exempts de toute charge d'où résulterait un danger d'éviction (1).

En conséquence la femme pourrait acquérir un bien appartenant à son mari, à condition que ce bien ne soit pas grevé de l'hypothèque légale. C'est du reste un point que nous examinerons bientôt avec plus de détails.

Le remploi devant faire entrer un bien nouveau dans le patrimoine de la femme, celle-ci ne pourrait naturellement pas remployer en donnant le caractère dotal à un de ses paraphernaux. Dans une telle opération, dit M. Guillouard, il n'y a pas en droit acte translatif de propriété, car la femme ne peut se vendre à elle-même ce dont elle est déjà propriétaire ; la fortune de la femme, en effet, diminuée par l'aliénation du bien dotal, ne retrouverait pas d'équivalent dans le bien paraphernal qui était déjà dans son patrimoine (2).

1. Benech, n° 114 ; Troplong, IV, n° 3422 ; Rodière et Pont, III, n° 1845 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 582, texte et note 94 ; Robert, n° 77.

2. Guillouard, IV, n° 1963. — *En ce sens* : Aubry et Rau, V, § 537, p. 579, texte et note 81 ; Caen, 6 mars 1848, D. 49, 2.32.

Envisagée au point de vue de la valeur vénale des immeubles acquis en remploi, l'insuffisance du remploi est une pure question de fait : dans son évaluation on doit tenir compte non seulement de leur valeur intrinsèque, mais encore de la plus value qu'ils peuvent donner aux autres immeubles dotaux de la femme. Par exemple, la femme peut acquérir en remploi à un prix supérieur à sa valeur réelle un terrain enclavé dans sa propriété, ou bien encore un terrain qui la sépareit d'une route, et dont l'acquisition augmente la valeur de ses immeubles (1). Dans ce cas, bien que le nouvel immeuble acquis en remploi ait été payé plus cher qu'il ne valait en réalité, il n'y aurait pas remploi insuffisant.

Quoi qu'il en soit, pour évaluer la valeur du bien acquis en remploi, il faut se placer au moment où le remploi a été effectué. Mais quand il s'agit d'un remploi en valeurs mobilières, qui a été effectué en obligations dont le cours excède le taux de remboursement éventuel, on a très justement admis que ce remploi serait insuffisant, précisément à cause de la dépréciation possible (2).

Le remploi fictif est celui qui a l'apparence d'un

1. Guillouard, IV, n° 1983 ; Robert, n° 76. — *Contra* : Riom, 27 mai 1850, D. 52.2.237.

2. Robert, n° 76, p. 63, note 2.

remploi complet et suffisant, mais qui en réalité ne l'est point pour une partie tout au moins de la valeur dotale pour laquelle il n'y a pas eu de emploi réel.

La combinaison frauduleuse la plus usitée consiste à aliéner le bien dotal et à donner en emploi un immeuble d'une valeur dérisoire, pour un prix fictif très exagéré. La femme n'a donc plus entre les mains qu'un bien équivalent à une infime partie du bien dotal aliéné : quant à la différence entre la valeur de l'ancien et du nouveau bien dotal, une partie en a été remise au mari, et le reste, qui le plus souvent est considérable, est ordinairement gardé comme rémunération de son entremise par l'agent d'affaires qui a procuré au mari ce moyen peu honnête de transformer une partie de l'immeuble dotal en argent liquide dont il pourra disposer à sa guise.

Ces emplois sont nuls. La Cour de cassation, dans un arrêt du 28 mars 1898, déclare que « ce sont des actes radicalement nuls à raison de la fausseté de la cause » (1). Nous nous rangeons plus volontiers aux motifs donnés par MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville pour justifier cette décision. Ils expliquent cette nullité des emplois fictifs et frauduleux en disant que l'a-

1. Cass., 28 mars 1898, D. 98.1.330.

liénation n'était valable que moyennant remploi : or l'aliénation n'ayant pas été suivie de remploi réel conformément au contrat de mariage et à l'article 1557, la condition suspensive à laquelle elle était subordonnée n'est pas accomplie, et l'aliénation ne s'est pas réalisée (1). Cela équivaut donc au défaut de remploi ; et, lorsque ce dernier ne sera plus possible, le tiers acquéreur du bien dotal, responsable du remploi fictif comme du défaut de remploi, pourra être dépouillé par l'action révocatoire de l'article 1560.

Nous signalerons au point de vue des remplois fictifs et frauduleux, cette particularité qui peut étonner au premier abord, que certains contrats de mariage, il y a de cela un peu plus de 25 ans, prohibaient le remploi en immeubles. Des fraudes s'étaient produites : le mari, avec la connivence du vendeur et parfois même du notaire, achetait des immeubles situés au loin ; ces immeubles sans valeur étaient censés acquis à un prix considérable ; le mari pouvait aussi acquérir en remploi des forêts dont il faisait couper les arbres qu'il vendait à son profit pour se procurer de l'argent disponible, et ensuite le terrain n'avait plus aucune valeur : la dot était ainsi dilapidée (2). Au lieu

1. Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, III, n° 1781.

2. Aujourd'hui les notaires, craignant toujours que le bien

d'écarter tous les immeubles, la femme aurait fort bien pu stipuler par exemple que le remploi ne pourrait être affectué en immeubles qu'à la condition d'être situés dans tel arrondissement ce qui aurait rendu la fraude très difficile, sinon impossible (1).

Du reste, d'après la jurisprudence, est nul, comme fictif et frauduleux, l'acte par lequel la femme reçoit en remploi de ses valeurs dotales aliénées des immeubles d'une valeur insignifiante et qui, sous le nom de vente, dissimule une opération frauduleuse et dolosive combinée pour permettre la dissipation du prix des valeurs dotales aliénées (2).

Il y a lieu aussi d'examiner si la femme pourrait valablement acquérir en remploi un immeuble appartenant à son mari.

Parmi les cas où la vente est permise entre époux, l'article 1595 alinéa 2 du Code civil cite en

acquis en remploi n'ait pas une valeur aussi considérable que celle indiquée dans le contrat d'acquisition, prennent des mesures pour dégager leur responsabilité. Certains exigent des parties un rapport d'experts constatant la valeur de l'immeuble acquis en remploi, de façon à être assurés que cet immeuble vaut réellement le prix porté au contrat et qu'il ne constitue pas un remploi insuffisant.

1. Terrat, p. 114-115.

2. Paris, 11 décembre 1895, S. 98.2.9.

effet : « Celui où la cession que le mari fait à sa femme, même non séparée, a une cause légitime, telle que le remploi de ses immeubles aliénés, ou de deniers à elle appartenant, si ces immeubles ou deniers ne tombent pas en communauté. » La généralité des expressions de cet article permet de l'appliquer aussi bien au remploi dotal qu'au remploi sous le régime de la communauté (1). Mais, comme le mari ne pourra céder que des biens exempts de toute cause d'éviction, les biens donnés en remploi devront être affranchis de l'hypothèque légale de la femme ; et dans le cas d'immeubles grevés de l'hypothèque, il faudra faire une distinction ainsi que l'a indiqué Benech : « Les immeubles, dit-il, que le mari veut céder à sa femme, sont-ils déjà grevés de l'hypothèque légale pour sûreté de ses reprises paraphernales, ou pour sûreté de reprises dotales autres que celles qui dérivent pour elle de l'aliénation des biens dont il s'agit de remployer le prix ? le remploi ne pourra être valablement fait au moyen de la cession d'immeubles déjà affectés au paiement des reprises de la femme. En acceptant ce mode de remploi, la femme éprouverait un préjudice notable, puisqu'elle s'approprierait en paiement d'une créance nouvelle ce qui

1. Benech, n° 90 ; Seriziat, n° 124.

doit lui servir de gage du remboursement d'autres créances (1). »

La jurisprudence s'est prononcée en faveur de la validité de cette sorte de remploi. Un arrêt de la Cour de Riom du 3 janvier 1888 en donne les motifs suivants : « Attendu, dit-il, qu'il y a cause légitime de vente entre époux dans le sens de l'article 1595-2°, toutes les fois que le mari est débiteur de la femme d'une créance certaine dont il lui est loisible de se libérer, en même temps qu'il est loisible à la femme d'en exiger le paiement..., lorsque le mari est autorisé à vendre les biens dotaux à la charge de remployer le prix, que cette clause... oblige le mari à effectuer, sans délai, le remploi du prix des immeubles dotaux qu'il a aliénés, et autorise la femme à l'actionner dans ce but avant toute séparation de biens... — Par ces motifs ; — Déclare bonne et valable, comme ayant une cause légitime dans les termes de l'article 1595 § 2 du Code civil, la vente consentie par L... à sa femme... (2) »

L'article 1595 alinéa 2 est certainement formel. Néanmoins nous pensons qu'il peut y avoir un danger pour la dot. Si les époux peuvent estimer entre eux les biens que le mari donnera en remploi

1. Benech, n° 90, p. 208-209.

2. Riom, 3 janvier 1888, S. 89.2.236.

à la femme, les fraudes seront faciles et la sécurité de la dot sera compromise (1).

SECTION III

Améliorations proposées

Ainsi que nous croyons l'avoir montré, les contrats de mariage permettent aujourd'hui d'acquiescer en remploi un grand nombre de valeurs qui n'offrent certainement pas toutes une garantie et une fixité absolues. Aussi il peut se faire que la dot de la femme soit engloutie malgré les précautions prises dans le contrat.

Il faut remarquer que le remploi peut souvent n'avoir lieu que de longues années après la rédaction du contrat de mariage. Lorsque le contrat n'autorisait le remploi qu'en rentes françaises, en obligations de chemins de fer, de la Ville de Paris ou du Crédit Foncier, cela n'avait pas une grande importance : ces valeurs, en effet, bonnes au moment de la rédaction du contrat, avaient de grandes chances de constituer encore des placements de « père de famille » au moment où le remploi devait être effectué.

1. Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, III, n° 1755.

Il n'en est plus de même aujourd'hui où, comme nous l'avons montré, il y a dans la pratique des contrats qui autorisent le r  m  loi, non seulement en obligations mais aussi en actions, non seulement en valeurs françaises mais aussi en valeurs étrangères. Des valeurs qui, au moment de la rédaction du contrat de mariage, constituaient de bons placements au prix où elles étaient cotées peuvent, par suite de circonstances souvent tout à fait indépendantes de ce qu'elles valent en réalité, avoir atteint des cours surfaits où elles ne constituent plus des placements offrant une sécurité suffisante. On a vu par exemple des actions monter à des cours certainement très supérieurs à leur valeur réelle, et de là tomber rapidement à rien. Quelques jours avant le krach on aurait cependant pu les acquérir en r  m  loi : un contrat de mariage antérieur de quelques années aurait pu les indiquer comme valeurs sûres pour servir de r  m  loi : c'étaient en effet de bonnes valeurs au cours qu'elles cotaient à ce moment. Il y a donc un grave inconvénient à ce que le contrat de mariage détermine ainsi d'une manière immuable les valeurs qui devront servir de r  m  loi vingt ans et quelquefois plus d'années encore après sa rédaction.

Aussi pour écarter ce péril de la dot, on a proposé un système : après avoir, dans le contrat de

mariage, énuméré, si l'on veut, certains biens et valeurs sûrs, on dirait que le remploi pourrait encore être valablement effectué en placements qui seraient autorisés par une personnalité honorable ou un haut magistrat, par exemple par le président de la Chambre des notaires ou le président du tribunal civil du domicile des époux sur simple requête, ou encore par un conseil de famille présidé par eux.

Il nous semble que, dans l'état actuel du droit, cela ne serait pas impossible : l'article 1387 du Code civil permettant en effet aux époux de régler comme ils l'entendent leur situation pécuniaire ne ferait pas obstacle à l'insertion de cette clause. De plus, cela ne nous paraît être en contradiction ni avec l'article 1395, ni avec l'article 1543. Enfin l'article 1557 permettant de stipuler l'aliénabilité absolue de la dot, rien n'empêcherait cette condition spéciale de remploi d'être valable. Il nous semble que cela serait possible et présenterait des avantages assez considérables. En tous cas, les valeurs propres à fournir un remploi valable seraient ainsi désignées plus opportunément, au moment même où on a besoin de les acquérir.

Au sujet des biens qu'on peut acquérir en remploi, il nous a paru intéressant d'examiner quel-

ques articles de M. Ch. Begoyen (1) et de M. Paul Leroy-Beaulieu (2), ainsi qu'une réponse de M. Lyon-Caen (3), parus tout récemment dans l'*Economiste Français*.

M. Begoyen reproche d'abord aux notaires de diminuer l'étendue des remplois dotaux et de les restreindre aux immeubles, rentes et obligations de chemins de fer garanties par l'État, ainsi qu'à quelques autres valeurs importantes.

« Cette uniformité dans la liste des remplois dotaux s'explique, dit-il, par une conception surannée du régime dotal, conception que les conseils et l'influence des notaires tendent à entretenir dans l'esprit des familles, ainsi que par les habitudes traditionnelles de notre bourgeoisie en matière de placements. Les notaires sont demeurés obstinément fidèles à l'esprit du Code civil, et celui-ci n'ayant prévu que les achats d'immeubles comme mode d'emploi des fonds dotaux, ils se sont attachés en ce qui concerne les affectations mobilières à les limiter aux valeurs ayant une base foncière ou qui, à raison de leur sécurité, semblaient offrir des garanties équivalentes à celles des immeubles. A leurs yeux, comme aux yeux du lé-

1. *Economiste Français* du 27 juillet 1912, p. 123, et suiv. et du 3 août 1912, p. 165 et suiv.

2. *Economiste Français* du 31 août 1912, p. 301 et suiv.

3. *Economiste Français* du 7 septembre 1912, p. 348.

gislateur de 1804, l'objet du régime dotal est de constituer une sorte de bien de famille intangible, également à l'abri des vicissitudes d'ordre général et des entreprises du mari.

« Cette façon d'envisager le régime dotal se justifiait à une époque où la valeur des biens n'était sujette qu'à de faibles fluctuations. Mais à l'heure actuelle, qui donc oserait prétendre qu'il est possible de placer une fortune dans des conditions telles que la consistance n'en soit point exposée à subir des altérations sensibles et surtout que le meilleur moyen d'en assurer la stabilité soit de la concentrer sur un petit nombre de placements, quels que bons que ces derniers puissent être. En réalité, les notaires n'ont pas tenu compte des changements qui se sont produits dans l'ordre économique, social, politique. Au surplus, absorbés par leurs occupations professionnelles, peu ou point au courant du marché des valeurs mobilières et redoutant, d'autre part, d'encourir des reproches, ils s'accommodent fort bien d'une pratique qui, outre qu'elle les dispense de toute initiative, sauvegarde leur responsabilité (1). »

Tout en reconnaissant que par suite des fluctuations fréquentes de la valeur des placements, il

1. Ch. Begoyen, *Economiste Français* du 27 juillet 1912, p. 124.

est dangereux aujourd'hui de n'admettre comme remploi qu'un nombre restreint de placements, nous nous permettrons de dire que les notaires ne sont pas, dans la mesure où le croit M. Begoyen, hostiles au remploi en valeurs mobilières de toutes sortes : le contrat que nous avons cité plus haut autorisait en effet le remploi en valeurs très diverses, et ce contrat ne constituait nullement une exception ; mais souvent encore les parties exigent une énumération beaucoup plus limitative, et le notaire doit se conformer à leur volonté.

Actuellement il peut être dangereux d'effectuer des remplois en immeubles : ils sont en effet sujets à des fluctuations souvent très considérables. Mais il en est de même en ce qui concerne les valeurs mobilières pour lesquelles « la complète solidité n'est nulle part et encore moins la complète stabilité » (1).

Notamment au sujet des obligations des grandes compagnies de chemins de fer, qui portent la mention suivante : « garantie de l'État dans les conditions déterminées par les lois et conventions en vigueur » on va se trouver, ainsi que le fait remarquer M. Paul Leroy-Beaulieu, en présence d'une question intéressante.

1. Paul Leroy-Beaulieu, *Economiste Français* du 31 août 1912, p. 302.

D'ici peu de temps, le 31 décembre 1914 pour les Compagnies du Nord et de Lyon, la garantie de l'État expire. Que faudra-t-il décider dans le cas où des contrats de mariage permettraient de les acquérir en remploi, à cause précisément de cette garantie ? Les femmes dotales pourront-elles encore conserver ces valeurs qui n'auront plus la même sécurité qu'au moment de la rédaction de leur contrat de mariage ? Une loi sera peut-être nécessaire pour résoudre cette question, d'autant mieux que quelques années plus tard, la même chose se produira pour les autres compagnies (1).

M. Ch. Begoyen souhaiterait « une réforme accordant aux époux soumis au régime dotal la faculté de modifier, dans des conditions déterminées, et à de certains intervalles la liste des valeurs de remploi insérées dans leur contrat de mariage » (2). Quant aux conditions dans lesquelles cette liste serait modifiée, des difficultés se présentent. De son vivant le constituant de la dot n'aurait qu'à donner son consentement. Nous ferons remarquer que la femme peut se constituer elle-même des biens en dot. Dans ce cas pourrait-elle modifier elle-même la liste des valeurs qui pourraient être acquises en

1. Paul Leroy-Beaulieu, *loc. cit.*

2. Ch. Begoyen, *Economiste Français* du 3 août 1912, p. 166.

remploi ? Il nous semble qu'on ne doit pas lui laisser cette faculté. Certes elle aurait pu stipuler que sa dot serait aliénable purement et simplement, mais comme, dans le contrat de mariage, elle a exigé le emploi, on ne doit pas, à notre avis, pendant le mariage et alors qu'elle subit l'ascendant de son mari, lui permettre de choisir les valeurs dans lesquelles il pourrait remployer.

Quoi qu'il en soit, à défaut de consentement du constituant de la dot, voici, d'après M. Begoyen, les moyens qu'on pourrait employer pour dresser cette liste :

« En premier lieu, on pourrait reconnaître aux époux la faculté d'ajouter aux emplois mentionnés dans leur contrat de mariage les valeurs figurant dans l'actif des Compagnies d'assurances placées sous le contrôle de l'État. Un autre moyen consisterait à faire établir, à des époques déterminées, tous les dix ans ou tous les cinq ans par exemple, une liste des valeurs de emploi, soit par la Chambre syndicale des agents de change, soit par une Commission composée des représentants de cette Chambre, de la Chambre des notaires et de ceux de la Banque de France. Enfin par analogie avec ce qui se passe pour l'administration de la fortune des mineurs, le tribunal civil du domicile des époux, sur requête de ceux-ci, accompagnée de l'avis favorable d'un conseil de famille,

pourrait être appelé à donner les autorisations nécessaires. Il va de soi que, dans ces différentes hypothèses, aucune responsabilité ne serait encourue par les tiers à raison de leur intervention. » M. Ch. Begoyen se prononce en faveur du troisième moyen qu'il propose (1).

M. Leroy-Beaulieu propose qu'on décide « que les personnes mariées sous le régime dotal pourront à concurrence de la moitié de leur avoir total et sans qu'aucun de ces placements tolérés en représente, à lui seul, plus du quart, placer leurs fonds en titres qui auront été acceptés comme placements par les six ou sept plus anciennes et plus importantes compagnies d'assurances sur la vie ». « Il serait très heureux, ajoute-t-il, qu'une commission composée de représentants du notariat, de la Chambre syndicale des agents de change, des Chambres de commerce, et d'autres personnes qualifiées dressât chaque année, en puisant parmi les valeurs admises par les sept ou huit compagnies d'assurances les plus respectables et les plus prospères, la liste des placements divers qui pourraient être admis comme emplois dotaux, à con-

1. Ch. Begoyen, *loc. cit.* — On doit remarquer qu'il y a en ce moment dans la législation une tendance à faire intervenir le tribunal civil dans les affaires de famille, par exemple en matière de puissance paternelle.

currence de la moitié par exemple de la fortune dotale (1) ».

A notre avis, en vertu de la liberté des conventions matrimoniales, le contrat de mariage peut fort bien, actuellement, ainsi que nous l'avons admis, stipuler que le remploi serait fait en valeurs choisies dans ces conditions. Si au contraire le contrat stipule que le remploi ne pourra être fait qu'en certaines valeurs limitativement énumérées, on ne peut leur imposer un remploi en valeurs qu'ils n'ont pas prévues.

C'est ce qu'a montré M. Lyon-Caen dans une lettre, insérée dans l'*Économiste Français* du 7 septembre 1912, contenant quelques observations sur les articles de MM. Ch. Begoyen et Paul Leroy-Beaulieu dont nous venons de parler.

« Il faudrait, dit-il, une loi stipulant que le remploi en telles ou telles valeurs sera toujours possible, sauf clause contraire formelle, malgré les dispositions des contrats, des jugements ou des lois qui prescrivent un remploi en valeurs différentes. La mesure ne serait pas grave pour les contrats à conclure dans l'avenir. Elle le serait au contraire, pour les contrats rédigés à une époque antérieure à la loi nouvelle, c'est-à-dire, à une épo-

1. Paul Leroy-Baulieu, *Économiste Français* du 31 août 1912, p. 303.

que où personne ne pouvait prévoir l'extension donnée au choix des parties pour les sommes à placer ou à remployer (1). »

Il y aurait un précédent pour justifier une telle loi : l'article 46 de la loi du 2 juillet 1862 autorise en effet le remploi en rentes sur l'État français, à moins de clause contraire dans le contrat de mariage (2).

Nous ne croyons pas qu'une telle disposition s'introduise actuellement dans la législation. La loi de 1862 présentait en effet un intérêt fiscal que n'aurait pas une loi autorisant, sauf clause contraire, le remploi en valeurs mobilières quelconques dont le succès ne rapporte rien à l'État.

1. Lyon-Caen, *Economiste Français* du 7 septembre 1912, p. 348.

2. V. *supra*, p. 84.

CHAPITRE IV

Epoque du remploi

Le remploi doit nécessairement être effectué avant la dissolution du mariage. En effet, comme après cette époque il n'existe plus de biens dotaux, le bien acquis en remploi ne pourrait plus recevoir ce caractère : il ne pourrait plus constituer qu'une attribution à titre de récompense.

Il n'est nullement obligatoire que le remploi soit effectué immédiatement après l'aliénation de l'immeuble dotal. Il peut être fait au bout d'un certain délai, et il est même possible qu'il soit effectué avant la vente, auquel cas on le qualifie de remploi par anticipation.

Dans le cas où le contrat de mariage contient une disposition à ce sujet, il faut s'y conformer. Cependant, d'après l'avis général, si le contrat de mariage déclare l'immeuble aliénable sous condition de remploi dans un certain délai, l'expiration de ce délai n'empêche pas de faire encore utile-

ment le remploi et de valider ainsi l'aliénation. Mais il en serait autrement s'il résultait des clauses du contrat que l'observation de ce délai était une considération déterminante de la permission d'aliéner : dans ce cas, si le remploi n'était pas effectué dans le délai fixé, la vente serait réputée non avenue (1).

Lorsque le contrat de mariage ne contient aucune clause spéciale, il n'y a pas d'époque obligatoirement fixée pour le remploi. Il a même été jugé que les époux, en vendant le fonds dotal, peuvent stipuler un délai, bien que ce délai n'ait pas été prévu au contrat ; et comme ce délai est stipulé dans l'intérêt des vendeurs, le défaut de remploi dans le temps fixé n'empêchera pas la vente d'être valable, et le remploi pourra être fait tant que durera le mariage (2).

Les tiers acquéreurs ont tout intérêt à ce que le remploi soit promptement effectué ; sinon ils courent toujours des risques d'éviction : aussi s'efforceront-ils d'obtenir du mari qu'il se hâte de remployer le prix provenant de l'immeuble dotal qu'ils

1. Benech, n° 89 ; Troplong, IV, n° 3418 ; Aubry et Rau, V, 537, p. 579-580 ; Guillouard, IV, n° 1968 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1767, p. 525, note 1.

2. Dalloz, *Nouv. Code Civ. annoté*, art. 1557, n° 365 ; Rouen, 21 juin 1845, D. 49.2.39 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1767, p. 525, note 1.

ont acquis. Mais le mari aura souvent de la difficulté à trouver de suite un bien à acquérir. Actuellement, il est vrai, cet inconvénient est moindre. Beaucoup de remplois s'effectuant en valeurs mobilières, il sera toujours facile au mari de s'en procurer à la Bourse.

Mais, si les époux trouvent une occasion avantageuse pour vendre leur immeuble dotal, ils peuvent néanmoins désirer en acquérir un autre, qu'ils ne trouveront peut-être pas immédiatement à leur convenance. Dans ce cas, si le contrat de mariage ne fixe aucun délai pour le remploi, le mari et la femme, après la séparation de biens, peuvent le faire tant que dure le mariage. Sur ce point les auteurs sont d'accord (1).

SECTION I

Remploi par anticipation

Ainsi que nous venons de le dire, les époux, après avoir aliéné leur immeuble dotal, peuvent avoir des difficultés à se procurer un autre bien en remploi. Aussi lorsque, par hasard, ils trouvent

1. Benech, n° 88 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 579 ; Guillouard, IV, n° 1968 ; Huc, IX, n° 464 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, IV, n° 1767.

un bien qu'ils pourraient acquérir avant d'avoir aliéné le bien dotal, il leur est permis de l'acheter; il leur suffira de déclarer dans le contrat que ce bien est acquis pour servir de remploi et de ne payer le prix qu'avec ce que leur aura rapporté la vente postérieure du bien dotal : c'est le remploi par anticipation.

Sous le régime de la communauté on admet que le remploi peut avoir lieu par anticipation, c'est-à-dire que les époux peuvent acheter un bien et déclarer dans le contrat d'acquisition que ce bien servira de remploi au prix de vente d'un propre qui ne sera aliéné que plus tard. Les auteurs admettent, en général, qu'on peut étendre au régime dotal le remploi par anticipation. Au point de vue légal, les conditions du remploi sont remplies, et il importe peu que la vente soit antérieure ou postérieure à l'achat : « En l'absence d'un texte prohibitif, dit Benech (1), nous nous décidons par une raison qui doit toujours prédominer dans ces théories, l'intérêt de la femme. Or, refuser au mari de faire une acquisition qui peut être avantageuse, parce qu'il n'a pas encore aliéné les biens dotaux, c'est évidemment restreindre ses pouvoirs au détriment de l'épouse. » Au point de vue pratique le remploi anticipé est aussi fort utile : ainsi on met

1. Benech, n° 83, p. 204-205.

en vente un immeuble qui, par sa situation ou sa nature, conviendrait fort à la femme et remplacerait avantageusement un immeuble dotal éloigné ou improductif que les époux ont l'intention d'aliéner ; s'ils étaient obligés de vendre d'abord l'immeuble dotal, l'immeuble qu'ils convoitent pourrait, entre temps, passer aux mains d'un autre acquéreur. De plus, ce mode de remploi permet à la femme, qui veut aliéner un de ses immeubles dotaux, de ne le faire qu'après s'être assuré d'avance de l'immeuble qui doit le remplacer (1).

Toutefois, d'après Benech, pour que le remploi soit valablement fait par anticipation, « il faudra que le prix de l'acquisition soit payé plus tard à l'aide des deniers qui proviendront de la vente des biens dotaux et que ce fait soit constaté dans la quittance. S'il en était autrement, les biens acquis en remploi, fussent-ils acceptés par la femme, ne constitueraient pas des biens dotaux, les éléments de la subrogation faisant défaut en ce cas (2) ».

Comme on ne peut augmenter à volonté les biens dotaux, si l'immeuble acquis par anticipation avait été acquis plus cher que n'avait été vendu l'im-

1. Benech, n° 89 ; Aubry et Rau, V, 537, p. 582, texte et note 89 ; Guillouard, IV, n° 1974 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1770.

2. Benech, n° 89, p. 206.

meuble qu'il devait remplacer, il ne deviendrait dotal que jusqu'à concurrence du prix de vente du bien dotal.

Une autre condition à observer est que l'aliénation du bien dotal soit faite dans le laps de temps fixé par le contrat d'acquisition du nouvel immeuble.

Ainsi donc, lorsqu'il y a remploi anticipé, le remploi n'est valable qu'après l'aliénation de l'immeuble dotal et la remise du prix aux mains du vendeur de l'immeuble acquis par anticipation. Là encore, pour éviter l'éviction, l'acquéreur du bien dotal agira sagement en versant directement son prix aux mains du vendeur.

Nous avons maintenant à examiner si le remploi peut être fait après la séparation de biens, et s'il est encore possible de l'effectuer après la dissolution du mariage.

SECTION II

Remploi après la séparation de biens

Nous avons vu (1) qu'après la séparation de biens, la femme pouvait encore aliéner un bien dotal, à condition qu'elle fasse le remploi.

1. V. *supra*, p. 58.

Mais nous n'examinerons ici que le cas où, l'aliénation ayant été consentie dans les conditions voulues, la séparation de biens a été prononcée avant que le remploi ait été effectué.

A ce moment, l'aliénation peut-elle encore être validée par le remploi ?

Il y a, en premier lieu, un point sur lequel tous les auteurs sont d'accord. Même après que la séparation de biens a été prononcée, la femme peut effectuer le remploi, si elle le juge à propos, et cela avec autorisation de son mari ou de justice. Comme nous l'avons vu (1), la femme pourrait, en effet, avec cette autorisation ou celle de son mari, aliéner un bien dotal à la condition de remployer ; il est donc tout naturel qu'elle puisse valider une aliénation antérieure faite par le mari en acceptant le remploi. La femme, maîtresse de sa dot, pourra contraindre l'acquéreur qui n'aurait pas payé son prix à le verser pour effectuer le remploi. La jurisprudence l'admet aussi sans difficulté (2). Naturellement, après la séparation de biens, le mari

1. V. *supra*, p. 58.

2. Benech, n° 88 ; Troplong, IV, n° 3419 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 580, texte et note 84 ; De Folleville, *Revue pratique de Droit français*, t. XXXIX, p. 196 ; Guillouard, IV, n° 1969 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1767 *in fine* ; Planiol, III, n° 1551. — Limoges, 21 août 1840, D. 41. 2.74, S. 41.2.56.

ayant perdu l'administration des biens de sa femme n'a aucune qualité pour faire le remploi : il n'interviendra que pour l'autoriser.

La controverse existe sur le point de savoir si, après la séparation de biens, alors que la femme peut effectuer le remploi ou l'accepter s'il a été déjà fait, le tiers acquéreur du bien dotal a le droit de la contraindre à l'effectuer en lui offrant son prix, s'il ne l'a pas payé, ou en le lui offrant une seconde fois, s'il l'a déjà remis au mari sans exiger le remploi. Avant la séparation de biens, le tiers pourrait, par cette offre, arrêter l'action en nullité que le mari dirigerait contre lui ; peut-il de même après la séparation arrêter l'action révocatoire de la femme ?

Certains auteurs estiment que la condition de remploi ne peut être remplie après la séparation de biens obtenue par la femme ; l'acquéreur ne pourrait donc pas se soustraire à l'action en nullité formée par la femme séparée de biens, en offrant de faire le remploi ou de payer son prix une seconde fois (1). Les partisans de cette opinion s'appuient sur ce point que le remploi, disent-ils, se rattache à l'administration du mari et ne peut

1. Benech, n° 88, p. 195 ; Troplong, IV, n° 3419 ; Dutruc, n° 432 ; Jouitou, I, p. 308 ; Massé et Vergé sur Zachariæ, IV, § 670, p. 243, note 42.

Quelques arrêts se sont prononcés en ce sens.

s'opérer que tant que dure cette administration. Après la séparation, la femme se trouve en possession de l'action révocatoire (article 1560). La condition de remploi qui pouvait rendre valable l'aliénation de l'immeuble n'ayant pas été remplie par le mari auquel la loi l'imposait, il est trop tard pour l'imposer à la femme, mais celle-ci peut l'accepter, si elle y consent. « Le pouvoir d'aliéner et l'obligation de remployer, dit Benech, se rattachent à l'existence d'une communauté d'intérêts qui est détruite par la dissolution du mariage ou la séparation de biens et ces deux événements frappent d'impuissance tous les actes du mari concernant la dot (1). » De même Troplong dit qu'« un remploi fait ou offert par le mari lorsque ses pouvoirs sont expirés ne purgerait pas la condition imposée à l'aliénation par le contrat de mariage : la femme ou ses héritiers pourraient répudier cet emploi tardif ou cette offre intempestive (2) ».

Un autre système, tout en admettant qu'en règle générale le tiers acquéreur ne peut plus obliger la femme à accepter le remploi après que la séparation de biens a été prononcée, estime qu'on doit parfois reconnaître aux tiers le droit de forcer la femme à faire à ce moment l'acquisition à titre de

1. Benech, *loc. cit.*

2. Troplong, *loc. cit.*

remploi. D'après cette opinion, il en serait ainsi dans le cas où, le mari ayant accordé aux acquéreurs des immeubles dotaux des délais pour le paiement du prix, ces délais expirent postérieurement à la séparation de biens. Cette opinion a été soutenue par Honoré Tessier : « Le mari, dit-il dans son *Traité de la Dot*, investi du pouvoir de vendre les immeubles dotaux sous la condition de faire emploi du prix d'aliénation, peut, à moins de quelque pacte au contraire inséré dans le contrat de mariage, accorder aux acquéreurs des délais pour le paiement, de sorte que la vente resterait inattaquable de la part de la femme qui viendrait à se faire séparer de biens dans l'intervalle du contrat d'aliénation à l'échéance du prix, et, par conséquent, avant que l'emploi ait pu être effectué par le mari (1). »

Néanmoins, les partisans des deux systèmes dont nous venons de parler reconnaissent eux-mêmes que la femme peut valablement effectuer le emploi, si cela lui plaît, malgré la séparation de biens ; nous ne voyons donc pas en vertu de quel droit elle refuserait au tiers acquéreur de faire un emploi qu'il lui propose.

Aussi préférons-nous nous rallier au système admis par la majorité des auteurs, d'après lequel

1. Tessier, *De la Dot*, I, p. 406-407.

l'acquéreur peut obliger la femme séparée de biens à recevoir le prix de l'immeuble et à effectuer le remploi (1). Ce système nous semble plus juste. M. Guillouard a pour le soutenir d'excellents arguments : « La séparation de biens, dit-il, ne modifie pas le régime dotal, elle se borne à déplacer l'administration de la dot, et nous ne voyons pas pourquoi la femme ne peut pas être obligée à recevoir un paiement que le mari pourrait être contraint de recevoir avant la séparation. Le but unique du remploi, c'est d'empêcher la dissipation du prix des immeubles de la femme ; et ce but est atteint aussi bien après la séparation de biens qu'auparavant. D'ailleurs le Code n'indique nulle part que le remploi ne peut avoir lieu après la séparation, et comme la condition de la dot n'a pas changé, on ne peut ajouter aux exigences de la loi (2). »

1. Seriziat, n° 119 ; Rodière et Pont, III, n° 1844 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 580, texte et note 85 ; De Folleville, *Revue pratique de Droit français*, t. XXXIX, p. 196 ; Guillouard, IV, n° 1970 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1767, *in fine*.

2. Guillouard, *loc. cit.*

SECTION III

Remploi après la dissolution du mariage

Dans ce cas également il faut faire une distinction : après la dissolution du mariage, il n'existe plus de biens dotaux inaliénables : les biens qui anciennement étaient dotaux, seront donc aliénables comme des biens ordinaires.

Au contraire, lorsqu'un immeuble a été stipulé aliénable à charge de remploi par le contrat de mariage, et qu'il a été aliéné, le remploi est-il encore possible pour valider cette aliénation quand le mariage a été dissous avant que le remploi n'ait été effectué ?

Telle est la question : elle a été résolue de diverses façons.

Certains auteurs qui admettaient que le tiers acquéreur pouvait contraindre la femme séparée de biens à effectuer le remploi, soutiennent, en se servant de la même argumentation, que le remploi peut être valablement réalisé même après la dissolution du mariage. Les partisans de cette théorie s'appuient sur ce que la loi n'a pas indiqué de délai pour faire le remploi, et aussi sur le but du remploi : prévenir la perte du prix de l'immeuble ;

ce but est réalisé même par un remploi effectué après la dissolution du mariage (1). Rodière et Pont disent que « lorsque le contrat de mariage exprime seulement l'obligation de remployer sans préciser autrement, le remploi n'est pas une condition proprement dite de l'aliénation du prix », et ils estiment que « permettre à la femme d'argumenter contre l'acquéreur de ce qu'il n'y a pas eu de remploi pour conclure à la nullité de la vente, c'est lui permettre de tirer avantage de l'inexécution d'un engagement qui lui était commun avec son mari (2) ». Par suite, d'une part, la femme ou ses héritiers pourraient effectuer le remploi, s'ils le voulaient, après la dissolution du mariage, et, d'autre part, l'acquéreur pourrait se soustraire à l'action en nullité de l'aliénation de l'immeuble dotal en offrant son prix, ou, s'il l'a déjà payé, en proposant de le payer une seconde fois (3). Quelques arrêts sont en ce sens (4). Dans un cas un peu spécial, la Cour de Caen a décidé que, lorsque des immeubles dotaux déclarés par le contrat de mariage aliénables à charge de remploi ont été vendus par la

1. Seriziat, n° 119 ; Rodière et Pont, III, n° 1844.

2. Rodière et Pont, *loc. cit.*

3. Seriziat et Rodière et Pont, *loc. cit.*

4. Cass., 20 juin 1853, D. 53.1.265 ; Caen, 31 mai 1870, S. 71.2.31.

femme avec terme pour le paiement du prix, le remploi auquel est subordonnée la validité de la vente peut être utilement effectué même après la dissolution du mariage, pourvu qu'il le soit dans le délai convenu par l'acte de vente ; qu'en conséquence l'acquéreur peut, en offrant le paiement de son prix, ou mieux encore un immeuble en remploi, faire tomber l'action révocatoire formée contre lui par la femme ou ses héritiers (1).

Nous croyons néanmoins qu'il vaut mieux décider que le remploi ne peut plus être fait après la dissolution du mariage. C'est l'avis non seulement de tous les auteurs qui exigeaient que le remploi soit effectué avant que la séparation de biens ait été prononcée, mais aussi de la plupart de ceux qui reconnaissent que les tiers acquéreurs peuvent contraindre la femme à faire le remploi après la séparation de biens (2).

Il est impossible, en effet, qu'une acquisition réalisée après la dissolution du mariage puisse avoir le caractère dotal, car, lorsque le mariage est dissous, il n'y a plus de dot ni de régime dotal (art. 1564

1. Caen, 26 mai 1865, D. 66.2.1. — *En ce sens* : Seriziat, Rodière et Pont, *loc. cit.*

2. Troplong, IV, n° 3419 ; Benech, n° 88 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 581 ; de Folleville. *Revue pratique de Droit français*, t. XXXIX, p. 191 et sq. ; Guillouard, IV, n° 1972 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1767.

et suiv. C. civ.) : « nec dos sine matrimonio esse potest » ; on ne peut pas imprimer le caractère dotal à un immeuble qui entre pour la première fois dans les mains de la femme ou de ses représentants à une époque où il n'y a plus de mariage, « in eo tempore quo jam non est matrimonium ». M. Guillouard dit que l'immeuble acheté en remploi devrait être insaisissable comme l'immeuble dotal dont il tiendrait lieu, et qu'au contraire l'immeuble acquis en remploi après la dissolution du mariage pourrait « être saisi par les créanciers de la femme dont le droit est né pendant le mariage ; n'est-ce pas un motif suffisant pour décider que cette opération est contraire à la théorie légale du remploi ? (1) ». Se plaçant au point de vue des hypothèses pratiques, M. de Folleville dit qu'elles justifient pleinement cette théorie : « Le mari n'est-il tenu du remploi qu'en sa qualité générale d'administrateur ? La nature même des choses exige que cette obligation prenne fin avec ses pouvoirs d'administration. Suppose-t-on que la femme ait donné au mari le mandat direct et régulier d'opérer le remploi ? Ce mandat expire nécessairement à la dissolution du mariage, puisqu'aux termes de l'article 2003 du Code civil le mandat finit par la mort naturelle du mandant ou du mandataire.

1. Guillouard, *loc. cit.*

N'oublions pas de plus qu'à cette même époque l'article 1560 liquide définitivement les droits et les obligations des époux. En dernière analyse, le mandat d'effectuer le remploi est corrélatif du mandat d'aliéner : or on ne permettrait certainement pas au mari, après la dissolution du mariage, d'aliéner les immeubles dotaux ; donc il ne peut pas conserver le mandat de faire remploi (1). » A notre avis, on doit donc conclure à l'impossibilité du remploi après la dissolution du mariage, soit que la femme ou ses héritiers veuillent l'effectuer, soit que l'acquéreur demande qu'ils l'effectuent et veuille, au moyen de l'offre du prix, arrêter leur action en nullité de la vente.

La jurisprudence a jugé conformément à cette opinion, qu'après le décès de la femme, l'acquéreur devait remettre les fonds au mari tuteur de ses enfants mineurs sans avoir à demander le remploi ; et de nombreux arrêts ont décidé que le remploi était impossible (2).

Néanmoins, comme la jurisprudence n'est pas très certaine, un jugement du tribunal de Grenoble a décidé que le refus de paiement sans remploi

1. De Folleville, *loc. cit.* *

2. Nîmes, 12 juillet 1839, D. 39.2.266 ; Cass., 17 décembre 1855, D. 56.1.174 ; Cass., 2 mai 1859, S. 59.1.293 ; Caen, 30 juillet 1874, S. 74.2.282.

de la part des tiers acquéreurs après le décès de la femme dotale était suffisamment justifié par les incertitudes de la jurisprudence sur la nécessité du remploi, et ne pouvait motiver contre eux une condamnation aux dépens (1).

Il nous semble intéressant de noter une opinion d'Aubry et Rau, qui, tout en admettant que le remploi doit être effectué pendant le mariage, font une restriction : le remploi serait possible après la dissolution du mariage, si, par interprétation du contrat de mariage, le juge venait à « reconnaître que la condition de remploi avait pour but unique d'empêcher la dilapidation du prix de vente » ; mais, ajoutent-ils, cette interprétation ne devrait pas être facilement admise (2). La Cour de Lyon a rendu un arrêt en ce sens qu'on doit restreindre cette exception au seul cas prévu par le contrat de mariage (3).

A propos de la possibilité du remploi après la dissolution du mariage, un cas particulier peut se présenter. Le remploi de partie des biens dotaux de la femme peut avoir été effectué par anticipation ; puis la femme décède avant que les biens

1. Trib. Grenoble, 18 mars 1869, *Journ. arr. Grenoble et Chambéry*, 1870, p. 96.

2. Aubry et Rau, V, § 537, p. 581, texte et note 87.

3. Lyon, 30 juin 1870, *Recueil arrêts Lyon*, 1870, p. 289.

qu'elle se proposait de vendre aient été aliénés. Il a été jugé que, dans ce cas, les immeubles acquis en remploi par anticipation n'ont pas pu, nonobstant les déclarations de l'acte d'achat recevoir cette affectation, puisque la femme est décédée sans avoir aliéné ceux de ses immeubles dotaux en remplacement desquels elle avait déclaré faire l'acquisition (1).

Dans l'espèce, les époux ayant stipulé une société d'acquêts, l'arrêt décidait que les immeubles ainsi acquis, ne pouvant devenir dotaux, tombaient dans la société d'acquêts.

1. Cass., 24 novembre 1852, D. 52.1.325.

CHAPITRE V

Effets du remploi et conséquences du défaut de remploi

Nous aurons à examiner dans ce chapitre : 1° les effets du remploi régulièrement effectué, et 2° les conséquences du défaut de remploi, ainsi que d'un remploi irrégulier ou insuffisant, c'est-à-dire les responsabilités qui en dérivent.

SECTION I

Des effets du remploi régulier

Lorsque le remploi est régulièrement effectué, il se produit une subrogation réelle ; les biens acquis à titre de remploi deviennent la propriété de la femme et prennent tous les caractères des biens dotaux aliénés qu'ils remplacent.

Le bien acquis en remploi devient propriété de la femme dès qu'elle a accepté le remploi ; aussi, à partir de cette acceptation, il est aux risques et

périls de la femme ; s'il vient à périr, elle en supporte les conséquences, comme elle profite à l'inverse de l'augmentation de valeur qui a pu survenir (1). De plus, cette acceptation, ainsi que nous l'avons vu, a un effet rétroactif et l'immeuble acquis en remploi devient la propriété de la femme du jour de l'acquisition (2).

En outre, ce bien nouvellement entré dans le patrimoine de la femme devient dotal. Par *a contrario*, l'article 1553 est formel en ce qui concerne le bien dotal. Quant au remploi légal, il produira les mêmes effets ; les articles 1558 et 1559 du Code civil l'expriment clairement : « L'excédent du prix de la vente au-dessus des besoins reconnus restera dotal, et il en sera fait emploi comme tel au profit de la femme (art. 1558) ». « Dans ce cas l'immeuble reçu en échange sera dotal ; l'excédent du prix, s'il y en a, le sera aussi, et il en sera fait emploi comme tel au profit de la femme (art. 1559). »

Honoré Tessier, se fondant sur les termes de l'article 1553, avait prétendu que dans le cas de remploi légal, le bien nouvellement acquis ne prenait pas le caractère dotal, pour ce motif que le remploi n'avait été ni prévu ni stipulé dans le contrat de mariage (3). Benech et Troplong ont d'ail-

1. Rodière et Pont, III, n° 1843.

2. V. *supra*, p. 53.

3. Tessier, *de la Dot*, I, p. 266.

leurs repoussé cette théorie en faisant remarquer que, dans le cas de l'article 1558, la femme ne pouvant pas, au moment du contrat, prévoir que l'immeuble dotal serait aliéné, elle ne pouvait donc songer au remploi et le stipuler (1) ; l'article 1558 en venant suppléer cette clause indique bien clairement que l'excédent du prix sera dotal. La loi l'énonçant, elle n'avait nullement besoin de s'en occuper.

Que deviendrait la dotalité du bien acquis en remploi si les tiers acquéreurs étaient évincés des biens dotaux aliénés ?

La solution de cette question nous est fournie par un passage de Benech. Cet auteur distingue suivant les causes de l'éviction (2) : « Si, dit-il, les acquéreurs ont été évincés par suite d'un droit hypothécaire, cette circonstance n'empêchera pas que les biens acquis en remploi ne soient dotaux, l'hypothèque dont les biens constitués primitivement étaient grevés n'excluant pas le droit de propriété qu'avait la femme. La subrogation résultant du remploi a donc été possible. Si les acquéreurs ont été évincés parce que la femme n'était pas propriétaire incommutable des biens constitués

1. Benech, n° 131 ; Troplong, IV, n° 3488.

2. Benech, n° 96.

primitivement, il faut sous-distinguer : ou bien la femme qui jouit de son droit de sous-garantie contre ceux de qui elle tient les biens, obtiendra, par suite de son action, le payement des sommes représentant les immeubles qu'elle s'était constitués et dans ce cas, ceux qui ont été acquis en remploi resteront dotaux, les sommes payées à la femme par ses garants étant dotales, et devant remplacer le prix qu'elle avait obtenu de ses acquéreurs et qu'elle est tenue de leur restituer. Il faut procéder alors comme si l'emploi avait eu lieu avec les deniers dotaux reçus par la femme, à suite de son action en sous-garantie contre ceux de qui elle tenait l'immeuble primitivement constitué. Ou bien au contraire la femme n'obtient pas cette garantie, et alors il n'a pu y avoir ni remploi, ni subrogation, puisqu'il ne reste aucune trace de la dot primitivement constituée, et les immeubles acquis à titre de remploi ne pourront être considérés que comme des biens paraphernaux. » Et un arrêt de la Cour d'Angers, ayant à juger cette difficulté sous le régime de la communauté, déclara que les immeubles ainsi acquis appartenaient à la communauté. « Sous le régime dotal, continue Benech, la propriété de l'immeuble acquis en remploi doit appartenir à la femme, puisque le mari a déclaré qu'il l'achetait à titre de remploi. Le remploi ne produit pas sans doute ses effets ; mais l'immeu-

ble ne peut être dévolu au mari qui l'a acheté pour le compte de la femme (1). »

Le remploi valablement effectué n'a pas seulement pour effet de rendre dotaux les biens acquis en remploi, mais aussi de les placer dans les mêmes conditions que ceux auxquels ils sont subrogés. *Subrogatum sumit naturam subrogati*. Ils deviennent, en effet, susceptibles, comme ceux qu'ils remplacent, d'être aliénés par le mari à charge par lui de faire un nouveau remploi, et ainsi indéfiniment, à moins que le contrat de mariage ne le prive de cette faculté d'aliéner de nouveau (2).

Il nous paraît intéressant de signaler en passant une différence avec l'emploi : lorsqu'elle est devenue dotale, la chose acquise en emploi des deniers constitués en dot ne peut plus être aliénée même en faisant un nouvel emploi. Le but des deux clauses diffère en effet : alors que la clause d'emploi a pour but de donner à la chose acquise la même fixité que si elle avait été dotale dès l'origine, la clause de remploi a uniquement pour but, au contraire, de prévenir et d'éviter la perte du bien dotal.

1. Benech, *loc. cit.*

2. Benech, n° 95 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 583, texte et note 99 ; Rodière et Pont, III, n° 1843 ; Laurent, XXIII, n° 520 ; Guillouard, IV, n° 1987 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1772 ; Planiol, III, n° 1552.

Aussi, dit Benech, « lorsque la femme qui s'est constitué un immeuble dotal a donné à son mari pouvoir de le vendre à charge de remploi, elle n'est pas censée, à moins de convention contraire, avoir limité le pouvoir du mari à une seule aliénation ; elle est censée, au contraire, avoir voulu lui permettre de faire autant d'aliénations successives qu'il voudrait, en se conformant toujours à la clause de remploi, cette latitude ne pouvant, en aucun cas, devenir onéreuse à la femme (1) ».

Cette solution est admise par tous les auteurs.

Certains cependant, parmi lesquels M. Guillouard (2), ont cru que Rodière et Pont avaient enseigné une doctrine différente. C'est une erreur (3). Rodière et Pont disent en effet que l'immeuble acquis en remploi « peut être vendu lui-même à charge de remploi et ainsi de suite à moins de clause contraire (4) ». On voit ainsi qu'ils suivent l'opinion générale. Voici par contre le passage où l'on a cru trouver la divergence : « L'immeuble acquis en remploi peut-il être aliéné à la charge d'un nouveau remploi ? Nous ne le pensons

1. Benech, n° 95. — *En ce sens* : Duranton, XV, n°s 485 et 486 ; Tessier, *de la Dot*, I, p. 407-408.

2. Guillouard, *loc. cit.*

3. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *loc. cit.*

4. Rodière et Pont, *loc. cit.*

pas. A la différence du cas où l'aliénation avec emploi a été autorisée par le contrat de mariage, la dot, dans l'hypothèse où nous nous sommes placés, était originairement inaliénable ; elle doit donc, dès que le emploi est fait, conserver au même degré ce caractère (1). » Ce passage est placé sous la rubrique « Des emplois prescrits par la loi ou par un jugement ». Il n'y est donc pas question des « clauses » de emploi, mais uniquement du emploi imposé par la loi ou par un jugement, alors que, d'après le contrat de mariage, les immeubles dotaux sont grevés d'une inaliénabilité absolue.

Ainsi présentés, ces deux passages de Rodière et Pont sont donc en concordance avec notre doctrine. A la différence en effet du cas où l'aliénation sous condition de emploi était autorisée par le contrat de mariage, l'immeuble acquis est au contraire inaliénable, comme celui qu'il remplace partiellement, lorsqu'il s'agit d'un emploi légal ou judiciaire qui a eu lieu en vertu des dispositions finales des articles 1558 et 1559 du Code civil (2).

La jurisprudence a du reste décidé, en ce sens, que les juges du fond peuvent, par interprétation

1. Rodière et Pont, III, n° 1852.

2. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, II, n° 1772.

du contrat de mariage décider que la faculté d'aliéner, stipulée sous certaines conditions relativement à certains immeubles dotaux, s'étend aux immeubles acquis en remploi (1).

Il est à remarquer que les droits de la femme sur l'immeuble acquis en remploi ne sont définitifs qu'autant que l'ancien propriétaire de l'immeuble, le vendeur, a été complètement désintéressé. Jusqu'au moment du paiement du prix et des intérêts, il conserve sur l'immeuble le privilège du vendeur, en vertu duquel il peut saisir et vendre le bien que la femme lui a acheté (2).

Lorsque, le remploi a été régulièrement effectué, le mari et le tiers acquéreur sont libérés de tout recours de la femme. Elle est en effet non recevable à critiquer plus tard ce remploi à l'égard des tiers acquéreurs du bien dotal, à moins naturellement que le contrat ne soit affecté d'un vice qui ferait annuler tout autre contrat ou d'une fraude qui porterait atteinte aux principes protecteurs du régime dotal. Le tiers acquéreur ne peut donc plus refuser d'acquitter le prix de son acquisition, puisque la condition de remploi qui en re-

1. Req., 9 mars 1870, D.72.1.85.

2. Rouen, 8 août 1894, *Rec. arr. Caen et Rouen*, 1894.2.300 ; Aix, 20 janvier 1894, D. 94.2.286 ; Trib. Grenoble, 7 mars 1895, *Monit. jud. Lyon* du 25 avril 1895, *La Loi* du 28 avril 1895.

tardait l'exigibilité est maintenant remplie. Il est en effet déchargé de toute responsabilité : l'immeuble qui était affecté du caractère dotal entre les mains de la femme est la propriété absolue du nouvel acquéreur, il n'est plus désormais grevé de dotalité et son nouveau propriétaire peut en disposer librement comme s'il n'avait jamais été dotal (1).

SECTION II

Des conséquences du défaut de remploi et du remploi irrégulier

Nous avons vu que le mari, en sa qualité d'administrateur de la dot, est tenu pendant le mariage d'effectuer le remploi des biens dotaux que le contrat a déclarés aliénables sous cette condition.

Dans le cas où le remploi n'est pas effectué, ou est effectué d'une façon irrégulière, les effets du remploi dont nous avons parlé dans la section précédente ne se produisent naturellement pas. En outre, diverses personnes sont responsables de ce défaut de remploi. Ce sont le mari, les tiers, et enfin certains fonctionnaires qui ont participé à l'opération.

1. Guillouard, IV, n° 1987 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1772.

Au sujet de la charge de la preuve, il convient de décider qu'en cas de contestation sur le point de savoir si le remploi existe ou n'existe pas, c'est aux débiteurs ou aux tiers détenteurs qu'incombe l'obligation de prouver son existence, la femme ne pouvant être tenue de justifier d'un fait négatif. Mais lorsque le remploi est une fois justifié, la présomption doit être qu'il a été utilement fait et si la femme veut arguer de son inutilité, c'est à elle de l'établir (1).

§ I. — RESPONSABILITÉ DU MARI

Lorsque le contrat de mariage stipule que les biens dotaux ne seront aliénables que sous condition de remploi, le mari est obligé de faire ce remploi, sinon il supporte des responsabilités.

Nous nous plaçons ici dans l'hypothèse où le tiers acquéreur a versé son prix au mari, qui cependant n'a pas effectué le remploi ou a effectué un remploi non valable.

Comme nous l'avons montré (2), lorsqu'il n'y a pas séparation de biens, la femme peut faire obliger par justice son mari à effectuer le remploi dans un certain délai, et faute par lui de l'effectuer, se faire

1. Benech, n° 61.

2. V. *supra*, p. 56 et 57.

autoriser par justice à y procéder elle-même.

Après la séparation de biens ou la dissolution du mariage, elle a droit à se faire rembourser par le mari le montant de l'aliénation. Dans ce cas, la femme ne reprendrait le prix de vente du bien dotal qu'à titre de récompense.

Un arrêt a même décidé que, le mari ayant donné au tiers un délai pour le paiement, la femme, si la séparation de biens est prononcée, peut se faire colloquer sur les biens de son mari, le délai accordé ne pouvant lui préjudicier (1).

Lorsque le mari, ayant aliéné un bien dotal, en a touché le prix, mais n'a pas rempli l'obligation de remploi qui lui incombait, il est donc tenu de rembourser à la femme le prix de cette aliénation : ce n'est qu'une récompense.

Mais le défaut d'accomplissement de la clause de remploi peut-il, en outre, rendre le mari passible de dommages-intérêts envers la femme ?

Suivant les circonstances le mari sera condamné vis-à-vis de la femme à réparer le préjudice que le défaut de remploi lui a causé : « Cette solution, dit M. Guillouard, découle du principe général posé dans l'article 1142 pour toute obligation de faire, qui se résout en dommages-intérêts contre

1. Req., 2 mai 1855, D. 55.1.231.

le débiteur convaincu d'inexécution de ses obligations (1). »

C'est ainsi qu'un arrêt a décidé que, sous le régime dotal, le mari qui n'a point exécuté la clause de remploi est tenu non seulement à la restitution du prix de vente des immeubles qu'il a aliénés, mais en outre au paiement d'une indemnité représentative de la plus-value que le bénéfice du temps aurait procuré aux immeubles acquis si le remploi avait été effectué (2).

M. Guillouard estime que, si le mari a fait pour lui-même un placement avantageux avec l'argent que lui a procuré la vente de l'immeuble dotal, il ne devra pas tenir compte à la femme du profit qu'il retire de ce placement, car il n'était pas obligé de le faire pour la femme ; les dommages-intérêts seront égaux seulement à l'avantage qu'elle aurait, selon toute probabilité, retiré d'un remploi fait à l'époque où le mari devait l'effectuer (3).

Mais la responsabilité du mari cesse s'il est établi que l'inefficacité du remploi ne provient pas de sa faute, et si, ayant pris toutes les mesures nécessaires pour que le remploi fût régulièrement opéré,

1. Guillouard, IV, n° 1977 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1779.

2. Toulouse, 5 février 1870, D. 72.2.54.

3. Guillouard, *loc. cit.*

il n'a pu ni prévoir, ni empêcher les faits qui ont mis obstacle à sa réalisation.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Cassation du 7 juillet 1891 a décidé que le mari qui, après avoir acheté un immeuble pour le compte de sa femme, avec déclaration que cette acquisition est destinée au remploi d'une valeur dotale, donne à un agent de change l'ordre de négocier cette valeur en lui faisant connaître son caractère de dotalité et les conditions du remploi, n'est pas responsable si l'agent de change au lieu de veiller lui-même à ce que le remploi soit régulièrement effectué, a chargé de ce soin un notaire qui a détourné une partie des fonds (1).

Il n'en serait pas de même dans le cas où le mari aurait donné à un notaire mandat de garder provisoirement les deniers devant servir au remploi. Si le notaire dilapide les fonds qui lui ont été ainsi remis, comme il est alors généralement insolvable, la responsabilité du mari est engagée, et il doit rembourser à la femme le prix de vente de son bien dotal. Cette différence provient de ce que la négociation des valeurs mobilières ne peut être faite que par les agents de change et que le mari est forcé de leur confier les fonds, tandis

1. Cass., 7 juillet 1891, avec le rapport de M. le conseiller Lepelletier, D. 92.1.185.

qu'il n'est nullement obligé de remettre d'avance l'argent à un notaire : on considère cela comme une imprudence du mari (1).

De même, le mari n'est pas responsable de la validité du remploi si c'est la femme elle-même qui l'a effectué comme ayant été son mandataire ; et aucune réclamation ne peut être élevée contre lui de ce chef (2).

§ II. — RESPONSABILITÉ DES TIERS

Nous venons de voir que, dans le cas de défaut de remploi ou de remploi irrégulier, le mari est responsable. Les tiers le sont également. Ils sont en effet obligés de surveiller le remploi. Mais quels sont ces tiers responsables ?

Faisons remarquer tout d'abord que celui qui vend un bien à une femme dotale n'a pas à rechercher si les deniers dotaux qu'elle donne en paiement sont bien remployés dans la vente qu'il fait : la vente est valable, le remploi fut-il nul. Aux termes de l'article 1560, la femme n'a qu'un droit, celui de poursuivre l'acquéreur du bien dotal dont le remploi n'est pas régulier, mais elle ne

1. Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, III, n° 1779.

2. Req., 11 avril 1902, D. 1903.1.465 et note 6.

peut demander la nullité de l'acquisition qu'elle a faite (1).

Dans ce paragraphe nous ne nous occuperons donc que de la responsabilité des tiers acquéreurs du bien dotal.

Lorsque le prix d'acquisition n'a pas été remis au mari par le tiers acquéreur, ou si, ce dernier ayant eu l'imprudence de le lui remettre sans exiger le remploi, ce prix a été dilapidé par le mari sans que le remploi ait été effectué, l'immeuble aliéné n'a pas perdu son caractère dotal et peut être réclamé par la femme.

Lorsque le remploi n'a pas été effectué, le mari, la femme ou ses héritiers peuvent, soit provoquer la nullité de l'aliénation et reprendre aux mains du tiers l'immeuble qui sera réputé n'avoir pas cessé d'être dotal, soit se contenter de réclamer le prix de l'aliénation en la ratifiant ou en effectuant le remploi, suivant les circonstances et le moment.

Pendant le mariage, et en l'absence de séparation de biens, qui, du mari ou de la femme, pourra demander contre l'acquéreur du bien dotal la nullité de l'aliénation consentie à son profit ?

La femme pourrait, ainsi que nous l'avons vu, se faire autoriser à effectuer le remploi ; mais comme

1. Guillouard, IV, n° 1985. — Cass., 14 juin 1881, D. 82.1. 105 ; Nîmes, 11 janvier 1882, D. 82.2.60,

elle n'a pas l'administration des biens dotaux, il est admis que la femme non séparée de biens ne peut agir en révocation de l'aliénation de l'immeuble dotal (1).

La controverse existe sur le point de savoir si le mari peut, en tant qu'administrateur des biens dotaux, et malgré sa qualité de vendeur, demander la nullité de l'aliénation qu'il a consentie.

Une première opinion décide que cette demande n'est pas recevable. Benech estime qu'on doit refuser cette faculté au mari. Le mari a le pouvoir d'aliéner et le remploi peut être accompli jusqu'à la fin de son administration ; « il faut donc attendre la fin de cette administration pour savoir si la vente est valable ou non, car le mari ne peut pas se refuser d'avance à remplir l'engagement qu'il a contracté de faire le remploi (2). »

Un arrêt de la Cour de Grenoble en donne les motifs suivants :

« Le mari n'est pas recevable, dit-il, parce qu'il était tenu plus directement encore que le tiers de se conformer à cette condition de son contrat de mariage, et qu'il ne peut, lorsqu'elle n'a pas été remplie, se prévaloir de sa propre faute pour exi-

1. Grenoble, 28 juillet 1865, S. 66.2.137.

2. Benech, n° 106. — *En ce sens* : Tessier, I, p. 403 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 582, texte et note 91.

ger une seconde fois le paiement de la même dette ; d'ailleurs, le remploi peut avoir lieu jusqu'à la séparation de biens ou la dissolution du mariage ; jusqu'alors le mari est obligé de l'opérer, et son action en nullité du paiement doit être repoussée par la règle *Quem de evictione...* Il n'y a aucun argument contraire à tirer de la disposition finale de l'article 1560 du Code civil ; cet article s'applique à la nullité de la vente du fonds dotal faite hors des cas d'exception expliqués dans les articles précédents ; il ne s'applique par conséquent pas au cas où le contrat de mariage a autorisé la vente avec condition d'emploi ou de remploi. D'ailleurs il est de jurisprudence que même le remploi en immeubles peut avoir lieu jusqu'à la dissolution du mariage ou la séparation de biens, nonobstant les variations dont le prix des immeubles est susceptible... (1). »

L'opinion contraire, que nous préférons, a été soutenue par Labbé, et reprise depuis par plusieurs auteurs. La base de l'argumentation est dans l'article 1560. Ce texte, disent ses partisans, dans l'hypothèse normale du régime dotal, lorsque la dot est purement et simplement inaliénable, donne au mari le droit de faire révoquer l'aliénation qui en a été faite pendant le mariage. Or il importe

1. Grenoble, 28 juillet 1865, S. 66.2.137, précité.

peu que la dot soit entièrement inaliénable ou qu'elle ne soit aliénable qu'à charge de remploi, si le remploi n'est pas effectué ; dans les deux cas il y a aliénation prohibée, et le mari pourra se prévaloir des dispositions de l'article 1560, sans que, s'il est garant de la vente qu'il a consentie, son obligation de garantie rende non recevable son action de nullité. La raison en est que le mari réunit en lui deux qualités : celle de vendeur tenu à ce titre et garant obligé personnellement sur tous ses biens, et celle de mari administrateur de la dot (art. 1549 C. civ.) dont il est chargé d'assurer la conservation. Dans l'intérêt supérieur de la dot, la loi ne veut pas que cette dernière qualité soit absorbée par la première et elle permet au mari de faire rentrer le fonds dotal dans le patrimoine de la femme. Remarquons toutefois qu'étant garant de la vente, le mari se trouvera exposé à payer des dommages-intérêts à l'acheteur évincé (1).

Comme nous avons supposé que l'action révocatoire avait été intentée avant une séparation de biens, il est certain que, en offrant les fonds pour qu'un remploi soit effectué, le tiers acquéreur échapperait à la nullité de son acquisition.

Ainsi que le font remarquer MM. Baudry-La-

1. Labbé, note dans S. 66.2.137. — Guillouard, IV, n° 1978 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1774.

cantinerie, Le Courtois et Surville, le tiers obligé de payer une seconde fois aurait un recours contre le mari. Dans les « rapports, disent-ils, du tiers acquéreur poursuivi en révocation de l'aliénation, et du mari poursuivant, ce tiers acquéreur, s'il a payé son prix entre les mains du mari, n'est-il pas fondé à lui répondre : « Faites le remploi, vous avez entre les mains une somme suffisante. » En vain le mari leur objecterait-il qu'il a dissipé les fonds et n'en est pas responsable ; car sa situation juridique n'est pas identique à celle de la femme. Il n'est point, comme elle, frappé d'incapacité » (1). Mais ce recours ne serait possible que si le mari avait réellement entre les mains des fonds suffisants pour effectuer le remploi ; si au contraire il était insolvable, le tiers acquéreur serait obligé de faire le remploi, faute de quoi l'action révocatoire lui enlèverait le bien dotal qu'il a acheté.

Après la séparation de biens, le mari n'ayant plus l'administration de la dot, l'action révocatoire de l'article 1560 doit être intentée par la femme. Mais, dans ce cas aussi, le tiers acquéreur du bien dotal peut échapper à la révocation dont il est menacé en offrant la somme nécessaire au remploi,

1. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1774, *in fine*.

qui est encore possible pour la femme à cette époque, et même obligatoire pour elle d'après l'opinion que nous avons admise (1).

Si le mari avait déjà reçu les fonds provenant de la vente du bien dotal, le tiers aurait, dans ce cas, contre lui le même recours que celui que nous lui avons reconnu avant la séparation de biens (2).

Après la dissolution du mariage, l'action révocatoire sera exercée par la femme ou par ses héritiers. Le mari sera responsable du défaut de remploi et pourra être obligé de payer des dommages-intérêts à la femme ou à ses représentants (3). Au lieu d'intenter l'action en nullité de l'aliénation, ils pourraient se contenter d'en recevoir le prix. Mais, ainsi que nous l'avons vu, le tiers acquéreur ne pourrait échapper à la révocation de l'action en nullité en offrant de payer son prix. C'est une simple faculté accordée à la femme de toucher le prix, si elle préfère ne pas reprendre le bien dotal aliéné (4).

1. V. *supra*, p. 116.

2. V. *supra*, p. 142.

3. Troplong, IV, n° 3541 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 581, texte et note 86 ; Guillouard, IV, n° 1977 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1773.

4. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *loc. cit.*

La nullité de l'aliénation peut également être prononcée sur la demande de la femme ou de ses héritiers, lorsque le remploi est incomplet ou que le bien acquis en remploi est exposé à lui être enlevé par éviction (1). « Ce remploi incomplet ou présentant un risque d'éviction, dit M. Guillouard, n'est pas un remploi, dans le sens juridique du mot, puisque le bien nouveau n'est pas l'équivalent de l'ancien, ou que la femme peut en être privée d'un instant à l'autre par la revendication du véritable propriétaire (2). »

Les tiers acquéreurs sont donc responsables de l'insuffisance du remploi qui a été effectué ; mais pour apprécier cette responsabilité, il faut considérer la valeur de l'immeuble nouveau au moment où il a été acheté. Ainsi l'acquéreur n'est pas garant de la dépréciation que, postérieurement à leur acquisition, les biens destinés à servir de remploi ont pu subir pour des causes quelconques, et cela lors même que la moins-value survenue depuis leur acquisition aurait pour cause l'administration du mari. L'acquéreur n'a pu apprécier la valeur de l'immeuble qu'au moment où les époux l'ont

1. Beuech, n° 114 ; Troplong, IV, n° 3424 ; Rodière et Pont, III, n° 1845 ; Aubry et Rau, V, § 537, p. 582, texte et note 94 ; Guillouard, IV, n° 1979 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1778 ; Planiol, III, n° 1551.

2. Guillouard, *loc. cit.*

offert en remploi, et tel qu'il était à ce moment (1).

Même en admettant que le remploi soit insuffisant, il faut, pour qu'il y ait lieu d'annuler l'aliénation, que l'insuffisance du remploi soit notable et de nature à compromettre la dot. Sinon il suffirait de remployer le surplus (2). Ainsi la Cour de Caen a décidé que l'action révocatoire n'était pas suffisamment motivée dans une espèce où le remploi n'avait compris que le prix principal d'aliénation du bien dotal, soit 3.000 francs, mais non un pot-de-vin de 300 ou 400 francs. Celui-ci avait été reçu par le mari et non mentionné au contrat, il est vrai, mais sans mauvaise foi et sans aucune pensée de fraude au régime dotal (3).

Les tiers sont donc tenus en principe de cette responsabilité. Nous devons préciser maintenant dans quelles conditions elle existe.

Lorsqu'il s'agit d'immeubles dotaux que le contrat de mariage stipule simplement aliénables à charge de remploi, cette clause suffit pour enga-

1. Benech, n° 62; Aubry et Rau, V, § 537, p. 583, texte et note 97; Guillouard, IV, n° 1983; Baudry-Lacantinerie Le Courtois et Surville, *loc. cit.*

2. Aubry et Rau; Guillouard; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *loc. cit.*

3. Caen, 16 avril 1853, D. 54.5.647. — Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1778, p. 540, note 1.

ger la responsabilité des tiers, qui, par cela même, sont obligés de surveiller le emploi. Mais comme d'autre part la condition de emploi n'est pas de l'essence du régime, et que les époux auraient la faculté de décider dans leur contrat de mariage que les biens dotaux seraient aliénables sans aucune restriction, rien ne les empêche d'allier ces deux principes. Ainsi il appartient aux conjoints de limiter, comme bon leur semble, par une clause de leur contrat de mariage, l'obligation de emploi qu'ils stipulent : ils pourraient par exemple convenir que la condition de emploi ne serait pas opposable aux tiers qui devraient payer contre simple quittance, moyennant quoi ils seraient libérés de toute responsabilité sans avoir à s'occuper de l'usage des deniers qu'ils auraient versés (1).

Ainsi, on doit considérer comme licite la clause d'un contrat de mariage par laquelle les époux, soumettant au régime dotal tous les immeubles présents et à venir de la femme, stipulent que ces immeubles pourront être vendus ou échangés à charge de emploi, mais ajoutent : « Néanmoins les acquéreurs ou copermutants ne pourront être obligés de suivre le emploi, ni être tenus d'aucune responsabilité à cet égard. » Cette clause dis-

1. Guillouard, IV, n° 1982 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1776.

pense les tiers non seulement de garantir l'efficacité du remploi, mais encore de s'assurer s'il a été accompli (1).

De même, si un contrat de mariage stipule que, en cas d'aliénation de valeurs dotales, la femme « sera seule juge de la suffisance et de la validité du remploi, et que les tiers seront libérés par la quittance de la future épouse autorisée de son mari », cette clause est valable bien qu'elle détruise complètement les effets du régime dotal, et les tiers n'ont nullement à s'occuper du remploi (2).

Mais les clauses qui ont pour effet d'atténuer la responsabilité des tiers acquéreurs du fonds dotal n'ont pas toutes au même degré le pouvoir de les libérer de l'obligation de surveiller le remploi.

M. Planiol, dans une note du Dalloz, examine la portée de diverses clauses (3). Si le contrat de mariage se borne à dire que les époux auront seuls à apprécier « l'utilité du remploi », le tiers acquéreur n'est en rien déchargé de la responsabilité et des obligations qui pèsent sur lui d'après les principes généraux du régime dotal. Si, d'après le contrat, le tiers acquéreur n'est pas responsable de la « valeur de l'emploi », il n'aura pas à rechercher

1. Bordeaux, 21 avril 1888, D.90.2.24.

2. Paris, 11 mars 1892, D. 92.2.392.

3. D. 90.1.97, note 2.

si l'immeuble nouvellement acquis a une valeur équivalente à celle de l'ancien. Enfin si l'acquéreur a été dispensé de vérifier la « validité du remploi », il est à l'abri de toute poursuite du moment où le prix versé par lui a servi à libérer les époux du prix de leur acquisition.

Ainsi que nous venons de le voir, la simple stipulation que les immeubles dotaux seront aliénables à charge de remploi engage la responsabilité des tiers acquéreurs.

Quant à la dot mobilière, il n'en est pas de même. Comme il est admis que le mari peut, en règle générale, l'aliéner sans restriction, la condition de remploi insérée dans le contrat de mariage ne pèsera que sur le mari. Pour que la clause de remploi des valeurs mobilières soit opposable aux tiers, il est nécessaire qu'une stipulation spéciale la déclare telle (1).

Mais dans la pratique, on a une tendance à se montrer plus exigeant : Les tiers craignent d'engager leur responsabilité, et dès que la clause indique qu'il y a lieu à remploi, ils s'empressent de le surveiller (2).

1. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1837.

2. Rapp. Audier, *Journ. des Valeurs Mobilières françaises et étrangères*, 1882, p. 536. — Certaines compagnies de chemin de fer exigent même, avant de rembourser les valeurs

§ III. — RESPONSABILITÉ
DE CERTAINS FONCTIONNAIRES

Le défaut ou l'irrégularité du remploi peut encore engager dans certains cas et sous certaines conditions la responsabilité des agents de change, des notaires et des conservateurs des hypothèques qui ont prêté leur concours à l'aliénation des biens dotaux.

Naturellement, si le notaire ou l'agent de change détournent les fonds qui leur soit confiés, ils en seraient responsables. Ce cas mis à part, ils peuvent néanmoins encourir des responsabilités, si, par suite des actes et opérations de leur profession qu'ils ont exécutés, les fonds provenant de l'aliénation des biens dotaux ont été perdus et n'ont pas été remployés comme il convenait.

I. — *Responsabilité des agents de change*

L'agent de change, qui est investi par la loi d'un monopole pour la négociation des effets publics, est un mandataire salarié et nécessaire des parties.

amorties appartenant à des femmes dotales, que le remploi soit déjà effectué.

Il est donc spécialement tenu, au cas où l'objet de la négociation est une valeur dotale dont l'aliénation n'est permise qu'à charge de emploi, de prendre toutes les précautions nécessaires pour que les fonds provenant de la vente du bien dotal reçoivent la destination prévue.

Lorsqu'un contrat de mariage stipule que le emploi devra être fait en immeubles suffisants et libres d'hypothèque, l'agent de change est responsable s'il se dessaisit des fonds qu'il a retirés de l'aliénation des valeurs dotales, sur la simple attestation du notaire rédacteur de l'acte que les formalités nécessaires ont été remplies pour que le emploi fût fait régulièrement (1).

On considère qu'il est encore responsable, lorsqu'il a fait preuve d'une imprudence et d'une négligence impardonnables : par exemple, ayant confiance dans des agents d'affaires peu recommandables, il a accepté comme bon et valable un emploi dont les juges du fond constatent le caractère fictif (2).

En tant que mandataire obligatoire et salarié, l'agent de change est donc responsable des fraudes commises par les autres lorsque ces fraudes se dissimulent sous des apparences grossières et

1. Req., 31 octobre 1904, D. 1905.1.142.

2. Req., 23 mars 1898, D. 98.1.330.

faciles à discerner (1). On estime qu'il aurait dû surveiller le remploi plus attentivement.

Mais il y a des cas où l'agent de change est libéré de toute responsabilité. Ainsi, lorsqu'une clause d'un contrat de mariage dispense les tiers de surveiller le remploi, elle s'applique également à l'agent de change (2).

Il ne serait pas non plus responsable de la fraude dont se plaint la femme dotale, alors qu'on ne peut relever contre lui aucune faute ou négligence professionnelle, et que, loin d'avoir été complice, il a été trompé par les mandataires de la femme qui ne lui ont fait parvenir que des actes falsifiés (3).

Enfin lorsqu'un agent de change, sans agir en cette qualité, n'a servi que d'intermédiaire entre les époux et un autre agent de change, il n'est pas responsable au cas où, par suite d'un remploi irrégulier, les fonds provenant de l'aliénation de valeurs dotales auraient été perdus.

II. — *Responsabilité des notaires.*

La violation de la clause de remploi peut aussi engager la responsabilité des notaires qui ont reçu

1. Bordeaux, 7 avril 1897, D. 97.2.510.

2. Paris, 13 janvier 1899, D. 99.2.323.

3. Paris, 23 janvier 1896, sous Req., 15 février 1898, D. 98.1.249.

les actes par lesquels a été consommée cette infraction aux conventions matrimoniales.

On considère le notaire comme responsable de la perte des valeurs dotales par suite d'un emploi fictif et frauduleux, bien que sa participation à la fraude ne soit pas établie (1), et cela lorsqu'aucun fait délictueux de dissimulation ou de fraude pour l'induire en erreur et déterminer son concours ne peut être reproché à la femme qui n'est coupable que d'avoir provoqué la violation des dispositions de son contrat de mariage (2).

Il encourt aussi cette responsabilité même lorsqu'il s'est borné à intervenir pour sanctionner les opérations frauduleuses poursuivies en vue de la dissipation de la dot (3). On considère en effet que ses fonctions lui imposent un examen scrupuleux des actes passés en son étude et qu'il commet une faute lourde lorsqu'il consent à donner l'authenticité nécessaire à un contrat dont il pouvait et devait constater le caractère illégal (4).

Si le contrat de mariage excluait la responsabilité des tiers, le notaire ne pourrait se prévaloir de

1. Paris, 15 mars 1895, D. 96.2.145 et sur pourvoi Req., 11 juillet 1898, D. 98.1.464.

2. Paris, 13 janvier 1899, D. 99.2.323.

3. Paris, 13 janvier 1899, précité. •

4. Paris, 13 janvier 1899, précité.

cette clause ; sa responsabilité ne dérive pas en effet de sa qualité de tiers, mais de sa profession aux devoirs de laquelle il a manqué par légèreté ou négligence (1). Naturellement, lorsqu'il prête son concours à des actes simulés ou frauduleux, le notaire commet une faute lourde et est responsable de ses conséquences (2).

On comprendrait certes que le notaire fût obligé de prévenir ses clients des dangers qu'ils courent à acquérir un immeuble dotal ou à prêter de l'argent, dans le cas où cela a été permis par le contrat ou un jugement, avec hypothèque sur un bien dotal, lorsque l'acquéreur ou le prêteur est une personne peu au courant du droit et des exigences du régime dotal (3). Mais on admet que la responsabilité du notaire est engagée même vis-à-vis d'un tiers ayant (tel qu'un ancien magistrat, dans l'espèce) la science du droit et l'expérience des affaires, mais qui n'a pas soupçonné que le notaire dans lequel il avait personnellement confiance organisait une telle fraude (4).

A notre avis, les notaires ne devraient être responsables que si ils ont réellement commis une faute, par exemple dans le cas où la fraude était

1. Paris, 13 janvier 1899, précité.

2. Caen, 15 juin 1904, D. 1906.2.353.

3. Req., 6 février 1899, D. 99.1.271.

4. Caen, 15 juin 1904, précité.

tellement évidente pour eux qu'en ne la dénonçant pas ils s'en seraient en quelque sorte rendus complices.

III. — *Responsabilité des conservateurs des hypothèques*

La condition de remploi inscrite dans le contrat de mariage peut être la source de certaines obligations pour le conservateur des hypothèques au moment de l'aliénation de l'immeuble dotal.

Ainsi, lorsqu'il opère la transcription du contrat de vente d'un immeuble dotal stipulé aliénable sous condition de remploi, le conservateur des hypothèques est obligé d'insérer d'office le privilège du vendeur, malgré que le dit contrat constate le paiement du prix de la vente, s'il n'est pas justifié du remploi (1).

Une autre circonstance dans laquelle se pose également la question de responsabilité du conservateur des hypothèques dans la matière qui nous occupe, est de savoir s'il doit vérifier la capacité de ceux qui consentent à la radiation d'une inscription. « Il aura à s'inquiéter, disent MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, du point

1. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1786 *bis*.

de savoir si la libération du débiteur est subordonnée à une condition d'emploi ou de remploi affectant la capacité du créancier — dans l'espèce la capacité de l'épouse — et les pouvoirs que l'article 1549 confère au mari d'après la jurisprudence.» Le notaire devra également vérifier cette capacité.

Toutefois, si la clause n'est pas opposable aux tiers et ne modifie pas, dès lors, la capacité de la femme ou les pouvoirs du mari, le conservateur des hypothèques n'a plus à exiger la justification du remploi (1).

1. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *loc. cit.*

CHAPITRE VI

Frais du emploi

Bien qu'aujourd'hui on semble fixé sur le point de savoir par qui doivent être supportés les frais du emploi, il n'en a pas toujours été de même. On est parti de ce principe qu'il fallait avant tout conserver la dot intacte ; maintenant au contraire on admet que la femme doit supporter les frais du emploi.

Sous l'ancienne jurisprudence, on s'était déjà préoccupé de la question. Salviat, conseiller au présidial de Brive, se plaçant au point de vue de la jurisprudence du Parlement de Bordeaux, estimait que le mari devait supporter les frais du emploi : à son avis, « l'aliénation à charge d'emploi est généralement permise dans l'intérêt du mari ; que c'est donc à lui à en prévoir les conséquences. Il est certain, disait-il, que ces conséquences pourraient être désastreuses pour la femme, au cas de plusieurs ventes et reventes successives ; la condition même de la femme se détériorerait, si, ache-

tant un bien de la même valeur que celui qu'elle vend, elle supportait les frais de mutation, car il faudrait vendre d'autres biens dotaux pour payer ces frais. Cependant, la dot doit toujours rester intacte : *reipublicæ interest mulierum dotes salvas esse*. C'est au mari à bien réfléchir sur l'utilité que la vente peut avoir pour lui si la femme n'a que des biens dotaux (1).».

Quoiqu'il nous semble bizarre de faire supporter au mari les frais d'un remploi qui, la plupart du temps, sera effectué au moins autant dans l'intérêt de sa femme que dans le sien propre, la Cour de Caen, dans deux arrêts, a consacré cette doctrine.

D'après un arrêt du 18 décembre 1837, les frais de remploi devaient être supportés par l'acquéreur du fonds dotal : « Considérant, dit la Cour, que la femme dotale devant, d'après les dispositions de son contrat de mariage ou le système du régime dotal, retrouver dans le remploi de ses biens aliénés, la même nature, et au moins la même valeur, il est nécessaire que les frais et loyaux coûts, faits pour acquérir l'immeuble donné en remploi, restent à la charge de l'acquéreur du bien dotal, sans pouvoir être par lui imputés sur son prix, puisqu'autrement il y aurait diminution de la dot et

1. Salviat, v^o *Dot*, p. 408-409, cité par Benech, n^o 91, p. 212, note 1.

amoindrissement, qui seraient d'autant plus grands qu'il y aurait plus de ventes et remplois successifs du bien dotal qui ne serait plus conservé en entier (1). »

Quelques années plus tard, dans un arrêt du 7 juillet 1845, la même Cour décida que les frais du remploi devraient être supportés par le mari à la dissolution du mariage, « sans quoi la femme n'eût pas retrouvé sa dot entière » (2).

Benech, avec raison selon nous, n'hésitait déjà pas à combattre ces solutions. « La femme, dit-il, doit subir les conséquences naturelles et légales (art. 1593 du Code civil) des clauses d'emploi ou de remploi qu'elle a insérées dans le contrat de mariage (3). »

En outre, si on examine l'arrêt de 1837, on s'aperçoit que les frais seraient toujours en réalité à la charge de la femme. Si, en effet, on met les frais à la charge de l'acquéreur, il sera obligé de les recouvrer ; s'il doit les payer en sus de son prix, il achètera l'immeuble dotal d'autant moins cher, et la femme ne recevra pas davantage. Comme le disent MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, un acheteur avisé commence par se rendre un compte exact du chiffre jusqu'à concurrence

1. Caen, 18 décembre 1837, D. 39.2.116.

2. Caen, 7 juillet 1845, D. 46.4.444.

3. Benech, n° 91.

duquel les frais augmenteront le prix principal ; il en tient compte dans son prix d'acquisition. Quant aux frais d'achat du bien acquis en remploi, la femme ne peut avec raison les faire supporter au vendeur ; en admettant même qu'on les mît à la charge de ce dernier, il vendra d'autant plus cher, et la femme n'en retirera aucun bénéfice (1).

On voit donc que, dans la pratique, il ne servirait à rien de mettre les frais à la charge de l'acquéreur ou du vendeur.

Si on examine également la doctrine suivie par Salviat, on ne voit guère le moyen de la justifier. Bien que la question de la conservation de la dot soit très importante, on ne voit pas pour quelles raisons on ferait supporter au mari les frais de remploi. « Dans le régime de communauté, dit Troplong, les frais d'achat sont à la charge de l'époux au profit duquel se fait le remploi. Pourquoi en serait-il autrement dans le régime dotal ? Est-ce que, dans la liquidation de la communauté, on ne cherche pas à faire les comptes de manière à ce que la femme ne perde pas et qu'elle soit pleinement indemnisée (2) ? »

D'ailleurs pour l'emploi, tous les auteurs sont

1. Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, III, n° 1764 ; Guillouard, IV, n° 1975.

2. Troplong, IV, n° 3428.

d'accord pour en mettre les frais à la charge de la femme.

Il nous paraît donc injuste de faire supporter au mari en cas de remploi les frais et loyaux coûts du contrat. Du reste un arrêt de la Cour de Caen (1) qui mettait les frais à la charge du mari a été cassé par la Cour Suprême le 16 novembre 1859 : « Vu les articles 1593 du Code Napoléon et 31 de la loi du 22 frimaire an VII ; attendu, dit cet arrêt, que la femme doit subir les conséquences naturelles et légales des clauses de remploi qu'elle a consenties par son contrat de mariage ; que devenant acquéreur du bien acheté en remploi, elle doit, comme tout acheteur, les frais et loyaux coûts de l'achat fait pour elle, et que son mari, qui procède comme son mandataire en accomplissant le remploi stipulé, ne peut devoir les frais d'un acte fait dans l'intérêt de sa femme ; — Par ces motifs, attendu que l'arrêt, en condamnant les héritiers de F... à payer les frais et loyaux coûts du remploi au cas prévu, a violé les articles ci-dessus énoncés, casse en ce chef l'arrêt attaqué (2). » La Cour de cassation trouve donc illégal de mettre à la charge du mari les frais d'acquisition et les droits de mutation et d'enregistrement qui, aux termes des ar-

1. Caen, 10 mars 1856, D.57.2.78.

2. Cass., 16 novembre 1859, D.59.1.490, S.60.1.241.

tibles précités, doivent être à la charge des acquéreurs.

Nous nous rangerons donc à l'avis exprimé par la majorité des auteurs, que les frais occasionnés par le remploi du prix des biens dotaux aliénés doivent rester à la charge de la femme (1).

Si la femme a des paraphernaux, les frais devront être pris sur ces biens ; mais peu importe qu'elle n'en possède pas. A défaut de biens paraphernaux, elle devra prélever les frais sur le prix à remployer. C'est l'application du droit commun tel qu'il est écrit dans l'article 1593. La femme doit, comme tout acquéreur, supporter les frais de l'acquisition qu'elle fait (2). Elle doit également subir, le cas échéant, les frais du procès qui porte sur la validité du remploi (3).

Ajoutons que dans le cas où la femme n'accepte pas le remploi, les frais restent à la charge du mari.

1. Benech, n° 91 ; Troplong, IV, n° 3428 ; Aubry et Rau, V, § 537, texte et note 90 ; Rodière et Pont, III, n° 1846 ; Marcadé, VI, sur l'art. 1557, n° 3 ; Guillouard, IV, n° 1975 ; Joutou, n° 331 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, III, n° 1764 ; Planiol, III, n° 1550.

2. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *loc. cit.*, et auteurs cités par eux en note.

3. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *loc. cit.* ; Req., 8 avril 1862, S. 62.1.1045 ; Trib. civil de Rouen, 24 mai 1905, D. 1906.5.3, *La Loi* du 14 novembre 1905.

CONCLUSION

Le régime dotal est aujourd'hui assez usité pour qu'il soit intéressant de rechercher s'il répond bien toujours à l'état économique moderne des fortunes.

Il n'est pas seulement d'usage courant dans les contrats de mariage dans les pays du Midi, héritiers des traditions du droit romain, et en Normandie où il a été de longue date employé ; mais il est très répandu également dans la pratique du notariat de Paris, où il a paru convenir pour des fortunes de quelque importance.

Mais, si le régime dotal offre l'avantage de garantir la sécurité de la dot contre les risques que pourrait lui faire courir l'administration du mari, nous avons vu que d'autre part il présentait des inconvénients tenant à l'impossibilité d'aliéner. On a cherché des remèdes à cette situation, et c'est ce qui fait qu'on a vu se propager des clauses comme la société d'acquêts née dans le ressort du Parlement de Bordeaux, et le remploi dont nous avons

retracé l'origine et exposé le fonctionnement.

Mais, malgré ces atténuations apportées à un régime qui répond moins bien qu'autrefois aux besoins des époux, il peut paraître désirable de trouver quelques nouvelles modifications dans un sens de plus grande liberté.

Nous voyons déjà que le Code civil italien a élargi la possibilité d'aliéner la dot en donnant au tribunal le droit d'autoriser cette aliénation toutes les fois qu'elle sera nécessaire ou évidemment utile (1). Le Code civil italien va plus loin que le Code civil français qui subordonne la faculté d'aliéner avec autorisation de justice à certains cas limitativement déterminés par la loi (2).

Mais on pourrait peut-être, par une extension plus grande donnée à l'application du remploi, ouvrir des facilités plus larges d'aliéner.

C'est ainsi que M. Gide émettait déjà une proposition qui nous semble fort bien répondre aux

1. Art. 1405, *C. civ. Italien* : « Hors le cas indiqué dans l'article précédent, la dot et les droits dotaux de la femme ne peuvent être aliénés ou hypothéqués pendant le mariage en faveur de qui que ce soit, et ces droits ne peuvent être non plus réduits ou restreints que du consentement du mari et de la femme, et au moyen d'une ordonnance du Tribunal, qui peut en donner l'autorisation dans les cas seulement de nécessité ou d'utilité évidente. » Huc et Orsier, I, p. 262-263, et II, p. 298.

2. Art. 1555 et 1558 du *Code civil Français*.

exigences actuelles. Il aurait voulu qu'on décidât que « les biens dotaux pourraient toujours être aliénés à charge de remploi et que le remploi pourrait avoir lieu, non seulement en immeubles, mais encore en rentes sur l'État, actions de la Banque de France, obligations du Crédit foncier ou des Chemins de fer français » (1). Cette faculté d'aliéner, au lieu d'être seulement conventionnelle, serait légale.

En l'absence même de toute modification législative, on pourrait déjà tout au moins introduire dans la pratique une disposition dont nous avons parlé au cours de cette étude, et qui permettrait de remployer en valeurs présentant les garanties désirables au moment où le remploi serait effectué. Elle consisterait à stipuler dans le contrat de mariage que le remploi serait fait en valeurs choisies dans une liste dressée par une personne autorisée par ses connaissances, ou par un conseil de famille dirigé par le Président du tribunal civil du domicile des époux (2). Pour la confection de cette liste ces personnes auraient avantage à s'inspirer des valeurs qui servent de placements aux principales compagnies d'assurances sur la vie ; nous nous rapprochons en cela du système proposé par

1. Gide, p. 494.

2. V. *supra*, p. 97.

M. Leroy-Beaulieu (1) ; mais nous n'admettons pas que cela puisse être fait lorsque le contrat de mariage ne le stipule pas expressément.

Il nous semble que ces modifications possibles dans l'état actuel de notre législation amélioreraient sensiblement le régime dotal.

Atténué par la clause laissant aux époux la faculté d'effectuer le remploi en un grand nombre de valeurs mobilières désignées, au moment même de leur acquisition, par des personnes compétentes, le régime dotal, tout en permettant de garantir la sécurité de la dot contre les actes du mari, aurait l'avantage de ne pas laisser dépérir la dot faute de pouvoir modifier les placements suivant les circonstances. Peut-être le régime dotal acquerrait-il ainsi une nouvelle extension.

1. V. *supra*, p. 103.

Vu : Le Président de la Thèse,
R. PIÉDELIEVRE

Vu : Le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION. — <i>Notions historiques</i>	9
CHAPITRE I. — <i>Cas où il y a lieu à emploi</i>	24
<i>Section I.</i> — Emploi conventionnel	24
<i>Section II.</i> — Emploi légal et judiciaire	33
§ I. — Emploi légal.	33
§ II. — Emploi judiciaire.	37
CHAPITRE II. — <i>Conditions de validité du emploi</i>	39
<i>Section I.</i> — Conditions nécessaires dans l'acte d'acquisition.	42
<i>Section II.</i> — De l'acceptation de la femme.	45
<i>Section III.</i> — Qui a qualité pour faire et exiger le emploi	54
CHAPITRE III. — <i>Nature et qualité des biens pouvant servir de emploi.</i>	70
<i>Section I.</i> — Nature des biens pouvant servir de emploi	70
§ I. — Le contrat détermine les conditions du emploi.	71
I. — Emploi en immeubles	71
II. — Emploi en meubles	73
1° Placements hypothécaires.	73
2° Valeurs mobilière	75
§ II. — Le contrat de mariage oblige au emploi sans en déterminer les conditions.	80

<i>Section II.</i> — Qualité des biens pouvant servir de remploi	87
<i>Section III.</i> — Améliorations proposées	95
CHAPITRE IV. — <i>Époque du emploi.</i>	106
<i>Section I.</i> — Remploi par anticipation.	108
<i>Section II.</i> — Remploi après la séparation de biens.	111
<i>Section III.</i> — Remploi après la dissolution du mariage	117
CHAPITRE V. — <i>Effets du emploi et conséquences du défaut de emploi.</i>	124
<i>Section I.</i> — Des effets du emploi régulier.	124
<i>Section II.</i> — Des conséquences du défaut de rem- ploi et du emploi irrégulier	132
§ I. — Responsabilité du mari.	133
§ II. — Responsabilité des tiers	137
§ III. — Responsabilité de certains fonctionnai- res	149
I. — Responsabilité des agents de change	149
II. — Responsabilité des notaires.	151
III. — Responsabilité des conservateurs des hypothèques	154
CHAPITRE VI. — <i>Frais du emploi.</i>	156
CONCLUSION	162

